

s o m m a i r e

■ éditorial	
Daerden et Ségolène – Patrice Dartevelle	3
■ dossier - Les évangéliques	
Raison et foi. Une interview de Guy Liagre – Propos recueillis par Patrice Dartevelle et Nicole Nottet	4
Cité de Dieu ou Dieu dans la cité? – Sébastien Fath	7
Du converti à l'évangéliste – Maïté Maskens	9
Pasteurs, marchands de sommeil ou stars? – Moussa Dioum	11
Religions jacobines, religions émietées – Jacques Rifflet	13
■ europe	
La dissociété occidentale. Un entretien avec Jacques Généreux – Propos recueillis par Pascal Martin	14
■ monde	
Congo - La voie vers la reconstruction – Pierre Verjans et Bob Kabamba	16
■ laïcité dans le monde	
La liberté de pensée à Cartagena de Indias – Gabrielle Lefèvre	18
■ Enseignement	
Limiter la Constitution européenne à l'essentiel – Pierre Spehl	20
■ société	
L'assourdissant silence du langage – Olivier Swingedau	22
■ idées	
La gauche en questionnement – Julien Dohet	24
■ culture	
Cinéma - Le Cycle des Lumières – L'entretien de Jean Sloover avec Serge Meurant et Pierre-Yves Vandeweerdt	26
Inde - Une énergie mythique et érotique – Christian Jade	28
Le Sphinx, gardien énigmatique – Ben Durant	30
L'Arenberg fait exception culturelle	31
Notes de lecture	33
■ agenda	34

Notre prochain dossier

Très chère mobilité...
Ce mot évoque surtout la congestion des villes mais c'est une question plus globale qui se pose pour l'individu. Car il s'agit aussi de considérer la mobilité dans l'emploi, les études, la vie personnelle...bref le désir ou le refus de la mobilité.

En couverture: © Jupiterimages/AFP. Notre dossier **Les évangéliques**, pages 4 et suivantes.

Daerden et Ségolène

Patrice Dartevelle

Les suites des élections communales du 8 octobre et la constitution des majorités et des collèges communaux n'ont rien eu d'anecdotique.

Elles ont cristallisé en peu de temps des problèmes pendants et manifesté de manière bien plus crue que lors des scrutins précédents l'évolution de nos institutions, que l'on s'efforce de nous présenter comme un état achevé et parfait de la démocratie.

Le retournement de majorité d'une voix à Binche et à Dour, l'impossibilité de majorité d'une voix à Schaerbeek, Namur et La Louvière avec dans tous ces cas, sauf un, l'éviction d'un bourgmestre sortant qui paraissait sûr de sa reconduction le soir du 8 octobre après le dépouillement: rien de tout cela n'est accidentel.

La démocratie d'opinion

Le système que nous connaissons depuis le début du XIX^e siècle avait sa cohérence. Le pouvoir était remis par les électeurs pour une durée donnée à des élus qui ne pouvaient en user que dans certaines limites. La démocratie était représentative, c'est-à-dire réglée par des représentants qui étaient tout sauf la photographie sociologique des électeurs. Ceux-ci faisaient consciemment leur choix en faveur de personnalités éminentes et des programmes qu'elles proposaient. C'était le modèle de Benjamin Constant: «*le pouvoir aux élus en contrepartie de la jouissance des fruits de la liberté par nos concitoyens*»¹.

Dans un contexte où la société était divisée en trois idéologies cohérentes, chrétienne, libérale ou socialiste, tout changement de parti était pratiquement impensable.

Depuis, les électeurs se sont mis à ne plus voter que pour des individus et à délaissé la case de tête.

On a beau se lamenter sur «l'honneur perdu de Marie-Rose», l'élue binchoise qui a franchi le Rubicon², chaque élu est aujourd'hui pratiquement propriétaire de ses voix comme le donne à penser le nouveau code électoral wallon. Pascal Delwit soutient le contraire et donne pour argument que, dans le cas de transfuge, le transfert des voix ne s'opère pas³. Cela arrive certes, mais, à Dinant, Richard Fournaux garde ses voix sous toutes les étiquettes.

Pour changer de parti aisément, il fallait une autre condition: l'affaiblissement des idéologies. On parle aujourd'hui de leur mort, ce qui est un peu simple même si cette évolution est en elle-même une idéologie dont Bernard-Henri Lévy est le superprophète⁴.

En Belgique, la force des piliers masquait le phénomène mais on voit bien qu'ils sont essentiellement devenus des instruments de conquête et de gestion du pouvoir, avec sans doute un substrat historique ou sociologique.

Le ver est dans le fruit depuis longtemps, c'est-à-dire depuis que les hommes politiques vivent l'œil rivé sur les sondages et que nous sommes passés en régime de démocratie d'opinion.

Ségolène Royal proclame qu'elle n'aurait, une fois élue présidente, d'autre opinion que celle du peuple. On est à des années-lumière de l'homme du 18 juin. Comme le dit Jean-Louis Andreani, «*autant vaudrait déterminer quel est le meilleur institut de sondages, puis décider que son directeur deviendra président*»⁵.

C'est bien la bonne question: à quoi bon des hommes politiques dans ces conditions?

Davantage de démocratie

Sur sa lancée, Ségolène Royal va plus loin en réclamant une surveillance populaire des élus. On tirerait au sort des jurés citoyens qui examineraient, peut-être avec des sanctions, la façon dont les élus remplissent leur mandat⁶. Surenchère populiste⁷ disent certains. Mais la candidate socialiste aux présidentielles françaises s'est inspirée de Pierre Rosenvalon, professeur au Collège de France, parfait théoricien des contre-pouvoirs⁸.

Remplacer les élus par des tirés au sort n'est pas si absurde: n'y a-t-il pas consensus pour que les assemblées offrent une bonne photographie du corps électoral? Si l'on veut cela, faisons comme l'Athènes antique. Il faut bien constater que depuis trente ans, le rôle de guide des hommes politiques est souvent bien difficile à discerner.

Il ne faut pas forcément se lamenter devant ces mutations. La démocratie représentative n'est pas le seul système pensable même s'il a eu ses vertus et ses mérites.

Le niveau d'information des citoyens s'est accru et ceux-ci ne supportent plus la délégation totale accordée aux élus: à tout le moins, ils veulent choisir le principal responsable des exécutifs (ce qui ne fait pas problème aux États-Unis et a fini par se mettre à peu près en place en France).

La difficulté physique qui forçait autrefois à l'envoi d'élus en un seul lieu n'est plus la même.

Il est en tout cas réjouissant que tant qu'à changer le système, le rêve de l'homme fort soit passé aux oubliettes de l'Histoire. C'est en fait l'idéal démocratique qui a triomphé totalement et seules ses modalités –qui n'ont rien de détails– restent en cause.

La question de la désignation des responsables n'est d'ailleurs pas la seule qui se pose. Des votes populaires sur des décisions plus nombreuses ne sont pas impossibles et dans une ambiance moins idéologisée qu'autrefois, leur avantage peut l'emporter sur leurs inconvénients bien connus: choix de la question, choix des réponses⁹, dramatisation, simplisme.

Reste surtout à bien maîtriser un grand problème: la qualité des élus et des décisions. Une décision hautement démocratique n'est pas nécessairement bonne. Les récentes élections communales n'ont pas toujours fait le succès des candidats compétents et intègres. Et l'on pardonne tout à Daerden parce qu'il «fait» des voix.

Les formes, voire le sens, de la démocratie peuvent varier dans le temps et dans l'espace¹⁰. ▲

¹ Je cite d'après Bertrand Panther, *Le Figaro* du 31 octobre 2006.

² Michel Konen, *La Libre Belgique* du 17 octobre 2006.

³ *Le Soir* des 21 et 22 octobre 2006.

⁴ Cf. François Cusset, «La mort des idéologies est l'idéologie des années 80», *Libération* des 4 et 5 novembre 2006.

⁵ «Mme Royal et la démocratie d'opinion», *Le Monde* du 1^{er} novembre 2006.

⁶ *Le Monde* du 24 octobre 2006.

⁷ Titre du *Soir* du 29 octobre 2006 sur un article de Joëlle Meskens.

⁸ Le lien est tantôt contesté, cf. Yves Meny, *Le Monde* des 29 et 30 octobre 2006, tantôt affirmé, cf. Isabelle Mandraud, *Le Monde* du 24 octobre 2006.

⁹ Une petite ville en avait organisé un voilà quarante ans. Il y avait deux réponses possibles, toutes deux fausses.

¹⁰ Yves Meny, «Aux grands maux de la démocratie, les grands remèdes des mots vrais», *Le Monde* des 29 et 30 octobre 2006.

nant largement dépassée par des groupes de type affinitaire, un pluralisme de groupes qui sont de différentes tendances non dénominationnelles.

Une globalisation spirituelle

On assiste à une implosion des structures ecclésiales en place, remplacées par des fédérations flottantes de groupes basés sur des affinités spirituelles. La globalisation et l'américanisation du monde se déroulent aussi au plan spirituel. Des groupes affinitaires parcourent le monde, s'implantent en Belgique, et de Belgique, envoient des missionnaires en Afrique, tout comme des Africains viennent en Belgique.

La structure ecclésiale traditionnelle est maintenant envahie par des gens qui d'une part, se situent grosso modo dans une même ligne de pensée et d'autre part, vont soit attirer leurs propres adhérents dans leurs églises, soit affilier leur Église à notre Église, mais dans dix ans, ils seront majoritaires, dans les deux cas.

Ces gens viennent surtout de l'étranger. Les Églises adventistes par exemple, qui datent du XIX^e siècle, sont aujourd'hui confrontées avec des Russes. Dans le milieu adventiste belge, l'émancipation de la femme, au fil du temps, a été acceptée. Par contre, les communautés venant de l'Est ont une tout autre conception et les adventistes sont donc confrontés à des conceptions anciennes réintroduites par le biais des communautés étrangères.

Il s'agit donc d'un phénomène importé, soit intégralement, soit du fait de pasteurs importés qui transforment une population elle aussi importée, d'origine africaine, sud-américaine ou russe.

Ce sont essentiellement des populations étrangères. Et il est étrange de voir des groupes venus du Kazakhstan importer une théologie plutôt américaine. Autrefois, nos missionnaires ont évangélisé l'Afrique mais les Africains reviennent avec des conceptions théologiques qui ne sont plus les nôtres, et les dirigeants de ces communautés s'adressent très souvent à des groupes ethniques limités: les Églises africaines congolaises s'adressent aux Congolais, un Rwandais ne s'affiliera pas à une Église congolaise.

Des prises de position conservatrices

Ces Églises ethniques présentent un aspect négatif et positif. D'une part, à Bruxelles, on ne peut pas nier que ce sont des réservoirs de moralité. Je ne suis pas toujours d'accord avec leurs conceptions morales mais je suis certain que les membres de ces communautés-là ne volent pas dans les voitures. D'autre part, ils importent des conceptions théologiques et morales contre lesquelles, selon les conceptions sociétales actuelles, on serait tenté de former, comme en politique, un cordon sanitaire. Et le discours politique me semble lui aussi double. Pour des raisons électoralistes, certains partis se tournent vers ces groupes et avalisent une pensée qui va complètement à contre-courant des valeurs qu'ils défendent. Les prises de position morales de ces gens, qu'il s'agisse de la famille, la place de la femme, l'avortement, l'homosexualité, sont plutôt conservatrices, voire d'extrême droite.

Est-ce un nouvel avatar de la situation des groupes immigrés pauvres vulnérables et en proie aux Églises marginales?

Les groupes religieux en Europe remplissent aussi une autre fonction, celle d'émancipation sociale. Pour des Africains en Afrique, les Églises constituent des facteurs d'émancipation intellectuelle; par le biais de bourses d'études, elles offrent la possibilité de faire des études aux États-Unis ou en Europe. Ils restent actifs au sein des communautés religieuses mais leurs enfants choisissent d'autres études, et après une génération, on ne les retrouve plus dans les Églises, ils s'en sont émancipés.

Les formes ultracontemporaines de communication dans la religion peuvent poser un problème tant au croyant traditionnel qu'au non-croyant, comme la mise en œuvre des procédés de pointe des médias dans le phénomène des megachurches.

Dans les Églises évangéliques, il y a grosso modo deux sortes de théologie: les Églises de type bibliste fondamentaliste, avec un discours moral religieux très rigoureux, une croyance à la lettre de la Bible, et les Églises charismatiques qui attachent beaucoup plus d'importance à ce qu'ils appellent la manifestation du Saint-Esprit qu'à la Bible. Or le protestantisme a toujours été caractérisé par la référence aux Écritures seules comme fondement de la foi. On peut donc poser la question: ces groupes qui ne ➤

Évangéliques ou évangélistes?

Dans les pays de langue française, on parle aujourd'hui plus souvent d'évangélistes que d'évangéliques.

La chose et le mot ne sont pas vraiment neufs. Il y a des temples dits évangéliques depuis longtemps en Belgique. J'ai passé mon adolescence à 50 mètres de l'un d'eux.

Le substantif «évangélique» était rare, me semble-t-il. Aujourd'hui, le problème est en réalité de traduire l'américain «evangelicals». Pour parler clairement de religion, «évangélistes» fait problème puisque le terme est normalement réservé aux auteurs d'un évangile. Utiliser «évangéliste» peut provenir de différentes causes. «Télévangéliste» montre bien que le terme est préférentiel. Yves Lacoste (dans l'introduction au numéro que la revue de géographie et géopolitique *Hérodote* a consacré aux évangéliques¹) voit la cause de ce choix dans le caractère propagandiste des discours des pasteurs et leaders de cette Église. La finale peut en effet rappeler celle des «communistes» ou «socialistes» et donc connoter traditionnellement le militantisme. *A contrario*, «évangélique» est trop proche d'«angélique» et peut-être faut-il éviter la confusion aux yeux de certains.

Le terme englobe aujourd'hui les pentecôtistes, d'usage plus ancien comme celui des adventistes.

Le choix des mots pour des concepts d'une certaine manière nouveaux n'est pas toujours simple mais il n'est pas toujours très significatif.

P. D.

¹ *Hérodote*, n°119, 4e trimestre 2005, 165 p., articles sur le sionisme chrétien, les évangéliques américains, brésiliens, rroms, en Éthiopie, Côte d'Ivoire et Afrique Centrale, Éditions La Découverte.

La foule prie lors d'un prêche de Billy Graham à Flushing Meadows aux États-Unis.

Une interview de Guy Liagre, Président du Synode de l'Église Protestante Unie de Belgique

Raison et foi

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DARTEVELLE ET NICOLE NOTTET

Il y a quelques années, en Belgique, le phénomène des évangéliques concernait uniquement les milieux africains, mais il s'est rapidement développé. Quel est leur impact sur le milieu protestant auquel ils sont assimilés?

Guy Liagre: La Réforme protestante était fondée sur une protestation contre l'hégémonie catholique. Pour Luther, la norme était la conscience personnelle. Dès le début de la Réforme, une pluralité de courants protestants se sont développés: les Églises luthériennes, calvinistes (ou réformées), anabaptistes..., et parallèlement, ont vu le jour des mouvements de base non structurés, sans leadership théologique. Leur culture était orale plutôt qu'écrite, et ils ont produit une diversité de mouvances évangéliques qui se sont structurées en Églises au fil du temps.

Cette pluralité d'Églises évangéliques historiques existe en Belgique depuis la fondation du royaume. Au XIX^e siècle sont arrivés des groupes pentecôtistes suivis par l'Armée du Salut.

L'Union des Baptistes est déjà présente au début du XX^e siècle et compte aujourd'hui 40 millions de membres aux États-Unis.

Depuis le début des années 1980, on constate un changement non seulement en Belgique mais dans le monde entier, changement dans les Églises mais aussi en politique. D'une pluralité d'Églises ou de partis politiques, on est passé au pluralisme politique ou religieux. La pluralité des Églises historiques qui sont en place se voit mainte-

prennent plus les Écritures comme base sont-ils encore protestants?

Parallèlement, la médiatisation est un phénomène que l'on connaît depuis les années 1960. Un exemple, en Hollande, des protestants réformés plutôt classiques ont voulu revenir à quelque chose de plus évangélique, l'Evan-gelische Omroep, émissions lancées il y a 25 ans. Grâce à un marketing inouï, ils sont aujourd'hui un des piliers en Hollande. Ils donnent un bel exemple de médiatisation du fait religieux.

Dans nos traditions, le culte est un moyen de partage de foi et de culture. Il y a une composante très rationnelle dans notre façon d'approcher les choses. Dans les nouveaux groupes évangéliques, plutôt de type émotion-nel, il y a surtout ce que j'appelle la VTMisation, la priva-tisation de la foi, comme un scénario qui se déroule mais sans contenu, une sorte de happening.

Évangéliques et politique

Même si le poids numérique des évangéliques reste limité en Belgique, leur présence en politique est déjà constatable. Le cas le plus clair est celui de l'échevin CDH de Bruxelles, Bertin Mampaka. La fille, Lydia, de l'évêque Martin Mutyebele, pasteur de La Nouvelle Jérusalem, est égale-ment élue CDH.

Ceci dit, il n'y a pas de parti évangélique proprement dit: les évangé-liqués tentent leur chance dans différents partis (ils ont 7 élus dont 4 CDH et 1 MR)¹.

Aux États-Unis, leur rôle est essentiel. Ils sont la clé des élections dans beaucoup de circonscriptions quand ils se comportent de manière compacte comme cela a été le cas en faveur de George W. Bush.

Sinon, le cas le plus typique de leur influence est le Brésil. Il est vrai que plus de 15% de Brésiliens se déclarent évangéliques (20% à Rio). Ils soutiennent Lula: 1 200 pasteurs assemblés lui ont accordé leur soutien. Le vice-président, José Alencar, qui dirige le parti républicain, est évangélique. Deux autres évangéliques sont ou ont été ministres, de l'en-vironnement ou des affaires sociales.

Les deux derniers gouverneurs de Rio sont au moins sympathisants et l'évêque d'une des Églises évangéliques, Marcelo Crevella, sénateur depuis 2002, est le candidat évangélique à cette fonction. Au congrès brésilien, les évangéliques comptent soixante députés et trois sénateurs. Là aussi, ils sont répartis entre plusieurs partis.

Le modèle n'est donc pas celui de l'Église dominante, surtout catholique, qui mettait autrefois ses représentants dans un seul parti².

Venant d'une sensibilité minoritaire et agissant dans un univers qui n'est plus celui du XIX^e siècle, ils assurent plus efficacement leur influence en étant présents dans différents partis. C'est un peu le schéma des élus d'origine allochtone en Belgique.

L'enjeu est de savoir si cela veut dire qu'il n'y a pas de politique évangé-lique ou si d'une manière neuve, les évangélistes vont agir politiquement en tant que tels. Il ne faut pas trop s'en étonner. Toutes les religions agis-sent de cette manière et c'est bien pour cela qu'elles ne veulent pas sépa-rer la religion de l'État.

P. D.

¹ Cf. Hugues Dorzée et Fabrice Voogt dans *Le Soir* du 13 octobre 2006.

² Tout ceci d'après Annie Gasnier, «Au Brésil, tous les candidats convoi-tent les voix évangéliques», *Le Monde* du 29 septembre 2006.

C'est inquiétant, car il y a le risque que ce type d'attitude soit transposé à d'autres formes de la vie.

C'est ma crainte également. En politique comme en reli-gion, perdre la rationalité signifie perdre le sens de la vie. Les Églises évangéliques pentecôtistes sont très souvent des mouvements basés sur une fraternité horizontale mais leur structure organisationnelle est très souvent plutôt verticale: le leader parle et tout le monde suit. Et les protestants traditionnels acceptent difficilement que s'ins-taure un divorce entre foi et raison.

Et c'est inquiétant parce que relativement incontrôlable. Le pluralisme ne signifie pas qu'il n'y ait aucun contrôle. Si le comportement d'un de mes pasteurs pose problème, des sanctions existent. Or, dans les mouvements évangé-liqués, très souvent le pasteur est seul à la tête de sa struc-ture. C'est dangereux, il peut déra-per et entraîner sa communauté dans ses dérives.

Les *megachurches* ont-elles un avenir chez nous?

Je ne crois pas que le phénomène *megachurches* puisse fonctionner en Belgique. À Bruxelles, il y a La Nouvelle Jérusalem, une Église totalement africaine. Cette commu-nauté compte 3 000 adhérents, le pasteur est mis sur un piédestal. Sauf quelques exceptions dans les milieux évangéliques, ces *megachurches* ne suscitent pas l'en-gouement, même si la Ministre de la Justice a été photo-graphiée, assistant à une célébration de la Nouvelle Jérusa-lem. Cette dernière est cautionnée par certains respon-sables politiques dans le but, peu avouable selon moi, d'attirer des électeurs. Les conceptions de ces commu-nautés-là ne sont pas celles qu'à mes yeux, un progressiste ou un humaniste est prêt à défendre. Je ne comprends pas l'attitude de ces politiciens qui ne semblent pas vouloir réfléchir au fond du problème, qui est d'assurer un certain encadrement de ces groupes.

Une quête de sens

Selon vous, la sécularisation est en marche malgré ces phénomènes?

Je suis optimiste, la sécularisation est en marche. Cepen-dant le problème, ce n'est pas la sécularisation, mais le fait religieux. Les pays les plus sécularisés sont aussi les pays les plus religieux, voyez l'Amérique. Il faut donc réfléchir à la gestion du fait religieux. Le sentiment religieux peut se manifester en dehors des Églises, on le constate aujour-d'hui. On n'accepte plus les mouvements religieux struc-turés, mais on est néanmoins à la recherche d'une spiri-tualité. Il y a moins de membres assistant aux cultes du dimanche, mais nous devons refuser du monde aux sessions de ressourcement et spiritualité que nous organi-sons dans des abbayes. Tous les mouvements ont des diffi-cultés pour recruter des membres, que ce soit le Rotary, la franc-maçonnerie, parce que ce sont des mouvements organisés, mais à la FNAC on voit des rayons entiers sur l'ésotérisme. Les gens sont en quête de sens et recher-chent une autre forme d'organisation: on refuse la struc-ture, mais le contenu religieux suscite encore et toujours de l'intérêt. ▲

Évangéliques et politique aux États-Unis

Cité de Dieu ou Dieu dans la cité?

SÉBASTIEN FATH

Groupe Sociétés Religions Laïcités (École Pratique des Hautes Études - Paris).

Le protestantisme évangélique est une nébuleuse. Loin de renvoyer à un mouvement structuré, hiérarchisé au sein d'une Église, il se subdivise en de multiples organisations, Églises, dénominations, œuvres et autres sectes. Caractérisé par un accent sur la conversion (thème de la «nouvelle naissance»), la mise en avant de la Croix, l'autorité absolue de la Bible et le militantisme, ce mouvement pèse au moins 200 millions de chrétiens dans le monde. Mais on peut largement doubler ce chiffre si l'on intègre la mouvance pentecôtiste-charismatique, qui renvoie à un évangélisme centré sur l'efficacité miraculeuse du Saint-Esprit. C'est dire s'il s'agit d'un monde à la fois dense et varié, sur lequel il est difficile de porter des jugements généraux. Une des tensions qui traverse ce mouvement est celui du rapport au politique. Aux États-Unis, la droite chrétienne conser-vatrice a pris l'habitude, depuis vingt-cinq ans, de se faire le porte-parole des *born again*, des évangéliques améri-cains. Elle représente, à l'évidence, une option forte. Mais contrairement à l'image propagée par l'entourage du président George W. Bush, le positionnement évangélique face à la politique ne se réduit pas aux slogans de la Nouvelle Droite chrétienne: une aile influente refuse cette rhétorique, renvoyant à un vieux débat, à la racine des ambiguïtés évangéliques actuelles, celui qui opposa au XVII^e siècle John Cotton à Roger Williams.

Le débat originel: le conflit Cotton-Williams

Au début du projet colonial nord-américain, les puritains anglais se sont heurtés dans des débats passionnés, complexes et prophétiques, sur la manière dont il fallait articuler religion et politique. Ces questions ont opposé deux camps, dont on retrouve l'écho aujourd'hui.

Le premier camp est représenté par l'*establishment* de la colonie de la baie du Massachusetts, avec les figures de John Cotton (1585-1652) et John Winthrop (1588-1649).

Fils de juriste, puritain formé à Cambridge, Cotton s'est précocement révélé être un farouche adversaire de

l'Église anglicane, au profit d'un modèle de gouvernance congrégationaliste, indépendant de la couronne britan-nique. C'est à cause de ces opinions tranchées que Cotton s'est retrouvé sur un bateau en partance pour Boston. Arrivé en 1633, il devient rapidement un pasteur respecté et un leader communautaire à poigne. John Winthrop est lui aussi un puritain de la première heure. Ancien avocat et juge de paix, il a servi comme gouverneur du Massa-chusetts de 1630 à 1634, puis de 1637 à 1640, et enfin de 1646 à 1649. Véritable héraut de la cause de Nouvelle-Angleterre, il est resté dans l'histoire comme l'auteur du sermon «*A Model of Christian Charity*» (1630), basé sur un passage de l'Évangile selon Matthieu (5:14), où il compare le Nouveau Monde puritain à construire à une cité sur la colline (*city upon a hill*), sur laquelle les yeux des peuples du monde entier sont rivés. En bons puritains, Cotton comme Winthrop estiment que toutes les nations sont vouées à faire alliance avec Dieu. En raison du fait que l'Angleterre a violé son alliance (*covenant*), les puritains devaient quitter le pays pour reconstruire une cité juste. D'après eux, briser l'alliance a des conséquences sérieuses, d'où leur ardent souci de défendre une société d'ordre et de conformité à la loi divine. Cotton et Winthrop s'avèrent en consonance avec la facette calviniste d'une chrétienté homogène, où la religion doit soutenir le poli-tique et où le politique doit réciproquement soutenir aussi la religion Tous les ingrédients ultérieurs d'une mythologie états-unienne d'un peuple élu, fervent et doctrinaire, se retrouvent dès l'origine du projet américain dans ces conceptions favorables à une «Cité de Dieu» calviniste.

Mais cette position n'a pas régné sans partage. L'autre pôle de la tension constitutive qui a présidé à la construction du mythe politique américain paraît, à bien des égards, diamétralement opposé au modèle d'une chrétienté puritaine. Plusieurs figures pourraient le représenter, mais la plus emblématique, et de loin, est celle de Roger Williams (1603-1683), resté dans l'histoire comme le principal pion-nier, dans l'histoire moderne, du respect politique de la liberté de conscience. Qui était cet homme? Natif de Londres, il a reçu sa formation à Cambridge, exactement comme John Cotton. Devenu lui aussi puritain, de ten- ➤

dance congrégationaliste puis baptiste, il a évolué rapidement vers des conceptions radicales en faveur de la séparation des Églises et de l'État, et de la neutralité absolue de l'État en matière de religion. Ces convictions étaient partagées par les premiers baptistes britanniques de l'époque. Elles ont eu pour Williams des conséquences graves. Embarqué en 1630 pour la colonie du Massachusetts, il s'y fait rapidement repérer pour ses positions atypiques. Entré en conflit avec les pasteurs de la communauté, à commencer par John Cotton, il est alors banni de la colonie. Loin de se décourager ou de disparaître dans l'anonymat des bannis, Williams est recueilli par des Amérindiens, à qui il achète un territoire. Baptisé «Providence», l'endroit va devenir la première ville de la future colonie du Rhode Island. Depuis son exil, Williams n'a pas renoncé à faire partager ses vues. Il défend jusqu'à son

D'un côté, un rapport qui a intériorisé théologiquement l'idée de constituer une minorité parmi d'autres, et qui de ce fait valorise la neutralité de l'État en matière de religion et de conscience. C'est l'option Roger Williams, que l'on va trouver défendue au XVIII^e siècle par les quakers de Pennsylvanie, mais aussi par une bonne partie des baptistes, et plus tard, par une figure comme l'ex-président Jimmy Carter, un *born again* très critique des dérives observées sous la présidence de George W. Bush Jr.

Le second pôle met l'accent sur l'utopie du nouveau peuple élu, minorité mise à part vouée à restaurer une chrétienté réformée et purifiée des erreurs et dissonances. Après avoir été longtemps défendu par la majorité des presbytériens, ce dernier registre a été largement développé depuis les années 1980 dans des groupes de pression évangéliques et fondamentalistes comme la Majorité morale (Jerry Falwell), puis la Coalition chrétienne (Pat Robertson). Trait curieux, ce point de vue a été rejoint aussi par des catholiques conservateurs, à commencer par le très influent Richard Neuhaus, qui souligne dans *The Naked Public Square* que *«l'expérience américaine n'est pas seulement issue d'une croyance religieuse, elle continue à dépendre d'une telle croyance»*. Si l'Amérique veut préserver sa véritable identité, elle doit retourner à ses racines religieuses, aux racines de son alliance avec le Dieu des puritains, sans hésiter pour cela à recourir à l'aide du bras séculier, à la manière dont John Cotton et John Winthrop, au XVII^e siècle, entendaient déjà renforcer l'ordre civil et la paix sociale. Que ce soit sur un mode *hard*, à la manière de Pat Robertson, un mode *soft*, à la manière de Billy Graham, de nombreuses figures protestantes, principalement recrutées dans les rangs conservateurs et évangéliques de la scène religieuse américaine, s'inspirent toujours aujourd'hui de cette conception. Ce puissant pôle évangélique a apporté un soutien appuyé à la politique conservatrice conduite par le président George W. Bush. Un soutien d'autant plus aisé que le président américain lui-même cultive volontiers le registre de l'alliance puritaine entre un Dieu bienveillant et protecteur et une nation choisie.

La pluralité des croyances s'impose

Mais les zélateurs contemporains de la cité puritaine sur la colline sont aujourd'hui perplexes. Bien qu'appuyés par la droite chrétienne et par la majorité des électeurs évangéliques (entre les deux tiers et les trois quarts du public évangélique), les Républicains n'ont guère fait pour mettre l'Amérique en conformité avec une supposée loi divine. Et la défaite électorale républicaine, en novembre 2006, les renvoie à la réalité bien ancrée d'une Amérique pluraliste, qui n'a aucunement l'intention de se laisser capturer par les fantômes du vieux rêve puritain. D'autres évangéliques, en revanche, se réjouissent. Défenseurs d'une perspective pluraliste qui propose «Dieu dans la cité» (comme voix parmi d'autres) plutôt qu'une «Cité de Dieu»: ils sont satisfaits du caractère plus williamsien que cottonien de la société américaine contemporaine. Dans le *mainstream* politique et culturel des États-Unis du XXI^e siècle, la liberté de conscience, la pluralité des croyances, s'imposent largement sur l'aspiration à une homogénéité confessionnelle électorale. ▲

Du converti à l'évangéliste

MAÏTÉ MASKENS

Chercheuse - FRFC/ULB

Le nombre et le succès grandissants des Églises pentecôtistes sont avérés depuis plusieurs décennies dans différentes parties du monde. Ces Églises occupent également une place non négligeable dans le paysage religieux de l'Europe occidentale. Dans de nombreux pays européens, leur croissance est toutefois étroitement liée aux flux migratoires provenant d'Afrique (subsaharienne) et d'Amérique du Sud [Ter Harr, 1998 et Lenoble-Bart et Spindler, 2000]. C'est d'ailleurs à une telle situation que nous sommes confrontés en Belgique où le phénomène pentecôtiste concerne en particulier les populations d'origine africaine et sud-américaine. Depuis une trentaine d'années, une multitude d'Églises pentecôtistes ont ouvert leurs portes un peu partout en Belgique. Les résultats de la présente étude portent sur les Églises pentecôtistes bruxelloises, associations dans lesquelles je me rends régulièrement depuis bientôt un an. Sur la base d'entretiens avec les spécialistes religieux de ces mêmes Églises, je cherche à comprendre le phénomène de la conversion. Toutes les interviews procèdent d'une logique: je demande au pasteur pentecôtiste de retracer les grandes lignes de sa vie religieuse. Invariablement, je commence chaque entretien par la question: «Quelle était la religion de vos parents?», pour poursuivre le récit qu'ils font de leur carrière religieuse jusqu'à ce jour. Bien que, très souvent, les mêmes questions reviennent lors des différents entretiens, je laisse l'opportunité à mes interlocuteurs de me conter le récit de leur conversion à leur manière et suivant la logique qui leur est propre.

À cet égard, il faut souligner que la conversion a une place centrale dans la vie religieuse évangélique contemporaine. En effet, le caractère professant du groupe religieux est affirmé et de ce fait, chaque fidèle converti devient un évangéliste potentiel. On comprend alors comment la situation d'entretien qui, dans mon cas, met en présence un fidèle converti et un individu inconverti devient un enjeu particulier de persuasion. Le pasteur, suivant différents degrés de prosélytisme, va tenter, selon de multiples formes argumentatives, de me convertir. Par là même, je tâche de mettre au jour les logiques sociales à l'œuvre dans le phénomène de conversion. Loin de réduire le choix et la foi des fidèles à de simples réponses à ces mécanismes, mon but consiste à mettre au jour ceux-ci sans que cela ne remette en cause l'intensité de cette expérience religieuse spécifique.

Du «mal» au «bien»...

Les élites religieuses de ces Églises racontent toutes, de manière plus ou moins enchantée¹, comment s'est produite leur transformation personnelle en chrétien évangélique. Tout d'abord, on sera frappé par la récurrence de certains schémas explicatifs inhérents à ces récits. En effet, pour la majorité des pasteurs, la conversion semble constituer un nœud biographique. D'origine catholique, ils s'indignent du pouvoir des prêtres et de la lourdeur de la hiérarchie et re-découvrent la Bible qui était restée jusque-là dans les mains des spécialistes religieux². À cet égard, il faut noter que pour de nombreux pasteurs, en particulier ceux originaires de pays africains postcoloniaux, c'est la contestation de la monopolisation religieuse des hommes d'Église blancs qui constitue l'objet de la dénonciation. Le pouvoir des missionnaires européens est remis en cause, tout comme l'imposition d'une certaine manière de croire et de vivre sa foi. La découverte et l'appropriation de ce livre «sacré» semblent alors constituer un objet d'émerveillement, et le texte fondateur devient un véritable «mode d'emploi du monde» [Laurent, 2003: 408]. Mes interlocuteurs expliquent faire un usage pratique de la «parole», qui les guide dans leurs expériences quotidiennes et leur permet de discerner le «bien» du «mal» dans leur environnement social. De la même manière, cette logique manichéenne est appliquée chronologiquement à leur propre vie. Dans la plupart des cas, avant leur conversion, les pasteurs racontent avoir vécu dans la «débauche», sous l'emprise inconsciente de Satan, jusqu'au jour où ils décidèrent d'«accepter Jésus» dans leur vie et, dans la mesure du possible, de mener une vie «nouvelle» marquée par la sainteté au quotidien. C'est seulement suite à cette acceptation initiale que le Saint-Esprit commencera alors à se manifester dans leur vie par de multiples «bénédictions», preuves tangibles de l'existence de Dieu. Il semble donc que ces traits communs aux récits relatés par les pasteurs pentecôtistes reflètent l'opération de lissage rétrospectif ayant cours dans ces Églises où les récits sur la conversion et les témoignages de ceux-ci font partie des stratégies d'évangélisation [Mary, 1998]. Il n'est donc pas rare, lors d'un culte, d'entendre le récit de conversion et les transformations, plus ou moins miraculeuses, dans la vie du témoin narrateur. C'est en quelque sorte une institution qui comporte sa logique propre et une grammaire rhétorique spécifique. La mise en récit de la transformation religieuse constitue donc, dans une certaine mesure, une mise en règle rhétorique. La simila-

¹ Il semblerait d'ailleurs que ce degré d'enchantement soit fortement corrélé avec la position hiérarchique du pasteur: plus un pasteur a de pouvoir, plus son récit sera enchanté.

² On voit ici que ces mouvements sont les dignes héritiers des mouvements contestataires initiés par la Réforme. Des individus expriment à nouveau, dans un contexte historique et culturel particulier, la protestation du pouvoir établi et le passage de l'Église comme institution sacrée à un retour au texte fondateur, à une emphase particulière centrée sur le message chrétien [Willaime, 1992].

dernier souffle la liberté de conscience et la liberté religieuse, accueillant au Rhode Island les marginaux et hérétiques rejetés par les autres colonies.

Williams a défendu une conception du rapport religieux-politique diamétralement opposée de celle pour laquelle plaident John Cotton ou John Winthrop. A la «cité de Dieu» sur la colline, composée d'un peuple élu calviniste, il oppose un espace pluraliste où les chrétiens doivent manifester «Dieu dans la cité», mais sans pour autant subvertir cette dernière en «cité de Dieu» intolérante et exclusive.

Cette polarité Cotton-Williams ressurgit ensuite tout au long de l'histoire américaine, et elle colore encore aujourd'hui les débats inter-évangéliques sur la manière dont il faut intervenir sur la scène politique.

La Bible, dans toutes les langues, réappropriée par les croyants et devenue «mode d'emploi du monde».

rité des expériences religieuses doit être nuancée et, entendue aussi, en grande partie, comme une mise en récit semblable d'expériences diverses.

Une réticence initiale

Une autre dimension qui émerge de ces récits est la réticence première exprimée suite à la rencontre originelle avec les milieux pentecôtistes, que celle-ci ait eu lieu en Belgique ou dans le pays d'origine des pasteurs. En effet, de nombreux chrétiens contemporains expliquent leur étonnement, leur incompréhension et parfois même leur énervement face à cette forme religieuse particulière, souvent décrite par les interlocuteurs comme «chaude» (à côté des «messes basses» de l'Église catholique). Par la suite et malgré leurs appréhensions premières, la majorité des pasteurs insistent sur un élément qui les «touche», qui les «retient» dans cette nouvelle Église. Ils décrivent cette attraction qu'ils semblent ne pas comprendre dans un premier temps mais qui les pousse à revenir par la suite.

Les individus continuent donc à «pratiquer» l'Église malgré leur incompréhension comme le relate le pasteur Isidore: «Pendant trois mois, j'étais là et je n'étais pas là. J'y allais mais je ne comprenais rien de leur exaltation, la joie... Je me disais: "Mais comment?". Je ne comprenais rien». Il semble donc que la pratique de l'Église, bien plus qu'une adhésion aux dogmes chrétiens ou autres discours théologiques, constitue une étape primordiale dans le processus de conversion. Tout se passe comme si on adhérerait d'abord à des pratiques et que le discours viendrait se greffer et donner sens à ces pratiques par la suite. Ce scepticisme initial peut être également compris comme un argument de plus pour convaincre leur interlocuteur de leur «bonne» foi. En quelque sorte, eux aussi ont douté au début du sérieux de ces pratiques qui peuvent apparaître comme originales et «fantaisistes». Pourtant les voilà devenus pasteurs, «contre toute attente». Il faut bien que cet interlocuteur curieux, que je suis, comprenne qu'on ne choisit pas ce chemin, qu'il vient à nous, que «Dieu a un programme pour chacun de nous». Pour cela, il convient de savoir lire les événements biographiques de sa propre vie à la manière évangélique.

Dans l'intimité de Dieu

À côté du témoignage de conversion qu'apportent les pasteurs pentecôtistes concernant leur propre expérience, il est fréquent qu'en interagissant avec un inconverti, ceux-ci proposent une interprétation évangélique des événements qui ont marqué ou marquent encore sa vie. Dans l'entretien, ce moment correspond aux questions que le pasteur pose à son interviewer. Ces interrogations

© AFP

concernent le type de foi de son interlocuteur, ses amours, son travail ou d'éventuels problèmes qu'il n'arriverait pas à résoudre. Les réponses données seront aussitôt «scannées» au travers du prisme évangélique et le pasteur offrira son interprétation à ce sujet. Il convient en fait, de donner un sens divin à ce qu'ils connaissent de la vie de leur interlocuteur. C'est d'ailleurs cette identification personnelle et surprenante pour beaucoup qui sera la clé d'entrée dans une Église évangélique. Dans le cas de cette étude, ma présence aux côtés des fidèles et des pasteurs pentecôtistes est comprise comme une matérialisation de la volonté divine. En effet, ils s'en réjouissent et l'un d'eux me dira même: «Ce que tu fais là, je suis tellement content de voir comment Dieu t'a mise dans ce cadre pour comprendre la vie». Aussi, il importe que je comprenne que c'est Dieu qui m'a mise sur ce «chemin», la recherche scientifique devant être entendue comme un simple prétexte.

La lecture évangélique qui est faite par les pasteurs est vécue comme embarrassante pour certaines personnes et séduisante pour d'autres. Dans tous les cas, elle ne laisse pas indifférent. Il est d'ailleurs très fréquent, après cette étape de l'interaction où le questionneur devient questionné, que le pasteur prie pour demander à Dieu de se «révéler» à ceux qui ne l'ont pas encore «accepté» dans leur vie. La mise en scène de cette requête, l'intimité de la prière partagée, les bonnes intentions énoncées alors à l'égard du non-initié font de ce moment un moment fort, caractéristique de ce «protestantisme émotionnel» [Willaime, 1990]. Tous insistent sur l'analogie entre notre discussion et la façon de communiquer avec Dieu: «Tu vois, je lui parle comme nous sommes en train de parler maintenant, c'est marrant, hein!». En fait, il s'agit que je comprenne qu'il est aisé de s'adresser au «Créateur». La force de cette intimité livrée lors de l'interaction est palpable et constitue un moment émotionnellement puissant de l'argument de conversion.

Une transformation renouvelée par le récit

Cependant, on ne peut réduire le témoignage de conversion des pasteurs à une simple mise en règle rhétorique, une seule homogénéisation d'expériences singulières. Il convient également de prendre le point de vue des acteurs au sérieux et d'analyser en profondeur le sens qu'ils donnent à ces nouvelles pratiques constitutives de leur style de vie de chrétien pentecôtiste. Tous décrivent ce changement crucial qui a eu lieu dans leur vie. Les modalités de cette transformation sont expliquées de différentes manières, mais semblent toutes avoir opéré une réconciliation identitaire. De fait, le converti trouve au travers de ce langage évangélique une façon d'exprimer une part de son identité qui était, jusque-là, inexprimable [Stromberg, 1993]. Inversement, le langage et les images canoniques prennent une signification toute particulière pour chaque individu. Des images fortes, comme celle de «marcher avec Jésus», acquièrent, au fil du temps et des expériences, une signification particulière dans la réalité vécue par les fidèles. La narration de la conversion réactualise cette signification dans le présent et l'individu re-crée, au travers de son récit, cette réalité et l'émotion engendrée par cette découverte. On le voit, la conversion ne constitue pas un événement ponctuel mais bien, la construction répétée, au fil d'une vie, d'une nouvelle identité et du style de vie de chrétien pentecôtiste qui en découle. ▲

Les évangéliques en Afrique

Pasteurs, marchands de sommeil ou stars?

MOUSSA DIOUM

L'essor des nouvelles Églises, proches pour nombre d'entre elles de sectes, a de quoi effrayer les fervents défenseurs de l'Église catholique. Puisant sa source dans la misère sociale et la crise économique, le mouvement fort influencé par les évangélistes nord-américains fait florès sur le continent. Moins conventionnelles et plus adaptées aux us et coutumes africains, les Églises indépendantes se révèlent une réponse aux préoccupations immédiates des populations. Tenace illusion que ce remède spirituel qui, en dépit de ses ravages, s'insinue dans les esprits incrédules comme étant la voie cardinale de la sainteté.

L'orgie religieuse est quasi identique dans toutes les processions, loin des raideurs protocolaires qu'impose habituellement l'Église catholique. Tout se résume en rites d'extase et de purification thérapeutique dans une ambiance hystérique assaisonnée de rythmes endiablés et d'instruments divers. En rangs serrés et ordonnés, les fidèles costumés s'égosillent dans une humeur joviale. On répand avec énergie d'épais nuages d'encens. On asperge d'eau bénite à profusion. Les uns saisis de convulsions et de transes s'affalent à même le sol, les autres abreuvés de paroles bibliques psalmodient des prières. Du pasteur bon teint et érudit aux prédicateurs improvisés et autoproclamés –qui ont aujourd'hui pignon sur rue– les maîtres de cérémonie conduisent les communions à grand renfort de gestuelles, ponctuées d'envolées théâtrales. Affublés du suprême don de faiseurs de miracles, ces guides spirituels sont adulés, courtisés et chèrement récompensés. De la plus petite paroisse aux gigantesques assemblées, le rituel de la cagnotte est dûment respecté. La moindre obole dans l'escarcelle du pasteur vaut son pesant d'or: à la clef, bénédictions et récompenses divines. L'évidence est de mise comme le justifie un prédicateur: «les pasteurs doivent être payés par les fidèles grâce à la dîme que la Bible leur recommande de donner». Principe communément admis dans un milieu où le temporel passe curieusement avant le spirituel. Le clou du spectacle, ce sont les témoignages des «miraculés», qui pour la guérison d'une malformation congénitale, qui pour l'extirpation des puissances du mal et des esprits maléfiques. Cette alchimie de charlatanisme et de sorcellerie d'un nouveau genre se déroule parfois

dans des lieux de culte qui ne sont rien moins que des abris de fortune. À défaut de pouvoir s'offrir le luxe de vrais bâtiments, les pasteurs organisent leurs prières sous des tentes en plastique, dans des demeures privées voire au coin des rues. Pour battre le rappel des fidèles, les «serviteurs de Dieu» ne se privent guère de thèmes racoleurs touchant le quotidien des populations. D'aucuns n'hésitent pas à recourir au porte-à-porte en promettant aux fidèles la guérison de tous leurs maux (pauvreté, maladies, problèmes sociaux, etc.) et en leur garantissant évidemment le paradis.

À chacun sa chapelle et Dieu pour tous

Dans un brillant exposé sur les religions en Afrique, l'universitaire française, Régine Levrat, citait cette remarquable parabole: «Le christianisme apporté de l'étranger,



© Belga

telle une semence ou une greffe; la semence doit s'enraciner, la greffe prendre, afin que l'arbre porte des fruits, fruits qui ne peuvent être que nouveaux». Visiblement la greffe a plus que pris et comme preuve, la fragmentation de l'Église et ses multiples excroissances plus autonomes les unes que les autres. Dans les pays où l'animisme et le christianisme font bon ménage, les mouvements sont très en vogue. D'après Alain Epelboin, anthropologue et chercheur au CNRS, l'enracinement et l'expansion de ces églises tiennent à «leurs capacités d'adaptation, le non-célibat des pasteurs, aux exigences moindres quant aux qualités théologiques de leurs pasteurs et leur proximité physique et/ou psychologique par rapport au peuple; la reconnaissance de prophètes africains allant dans le sens du nationalisme panafricain; la prise en charge de ce que les catholiques appelaient les superstitions».

Parmi les plus connues: Action Faith, Assemblées de Dieu, Mission de Pentecôte unie internationale, la Rose-Croix, la Communauté des Chrétiens célestes, Christ Embassy Church, la Mission évangélique de la Source, l'Église de Rhema etc., la liste est longue et les déclinaisons aussi variées que fantasistes. Certaines congrégations de dimension supranationale sont souvent des démembrements des Églises protestantes, luthériennes, réformées, méthodistes entre autres. Aucune statistique ou annuaire ne répertorie ces Églises tant le phénomène connaît un boom effréné. Dans une région comme le Sud-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo, on ne comptait pas moins de 137 Églises, selon la division provinciale de la Justice. Celles-ci souvent créées par des pasteurs dépourvus de toute connaissance théologique mais se prétendant investis de mission divine. Le journaliste togolais Frank Ayawo Assah assimile le mouvement à un fonds de commerce. *«Depuis la levée en 1991 de l'interdiction qui les frappait, la création de nouveaux mouvements religieux ou de sectes s'est accélérée avec la crise économique liée au piétinement de la démocratie. Face aux difficultés de la vie quotidienne, beaucoup de personnes préfèrent s'en remettre à Dieu. Et certains Togolais ont vite compris qu'ils pouvaient exploiter cette tendance pour s'enrichir»*. Le filon est désormais plus que rentable et l'on peut se plaindre de tout, sauf d'une crise de la vocation religieuse même si pour beaucoup d'élus, celle-ci ne relève que d'ar-rivisme. Pour peu que le discours soit convaincant même sans une once de crédibilité, ces pasteurs engrangent des fortunes, voitures, villas, commerces, terrains, etc. Outre la dîme imposée aux ouailles qui doivent s'en acquitter impérativement afin de bénéficier de la protection divine, certains gourous marchandent tout bonnement leurs services. Au Togo et au Bénin, les fonctionnaires et hommes d'affaires affiliés à certaines Églises doivent verser jusqu'à 25% de leurs revenus sous peine d'être privés de la bénédiction céleste. Les «serviteurs de Dieu» s'arrogent ainsi tous les droits et s'immiscent jusque dans la vie privée des fidèles, s'invitant aux repas, arbitrant les conflits au sein des ménages. Conséquences: la désillusion se développe, de plus en plus d'adeptes ruinés jusqu'à la moelle prennent leurs distances. Malgré tout, les Églises indépendantes restent plus attractives que jamais.

Quand showbiz et talk-show s'en mêlent

Le modèle est inspiré des congrégations afro-américaines dont le culte pour les shows œcuméniques frise la démesure. En Afrique, l'adéquation des mentalités avec ce type de mouvement a beaucoup contribué à la popularité des Églises indépendantes. Le message religieux véhiculé par la mélodie et le rythme est de loin plus accessible aux fidèles en majorité illettrés que les liturgies bibliques. Ce que déclare l'abbé du Temple des Chrétiens Célestes au Bénin: *«les rites romains sont un peu froids. Ils ne touchent pas l'âme africaine. Les sectes exploitent ces points faibles et présentent aux Africains un Dieu à leur image. Il y a plus de danses, plus de musique. Le tam-tam, ce n'est pas tout. Mais c'est déjà mieux que l'harmonium et le latin»*.

Aujourd'hui, les adeptes des nouvelles Églises ne se contentent plus d'une simple ambiance de messe. Ils s'adonnent aux shows religieux qui attirent des milliers de fidèles au point que des stades de football sont réquisitionnés pour contenir les admirateurs. Ce ne sont pas seulement de célèbres prédicateurs afro-américains qui jouent les vedettes, mais de véritables stars du showbiz qui investissent davantage le milieu. Avec des chansons inspirées des textes bibliques, traduites en langues locales, et des mélodies de saison (mapouka, makossa, bikutsi, mangambeu, slow, blues), les albums s'arrachent chez les disquaires et occupent les «hit-parades» de la musique africaine. C'est le cas de la Nigériane Felicia Modupe Olulana alias Dupe Olulana, une vedette de la musique évangélique dont le talent lui a valu plusieurs récompenses comme le *Faith Music Award*, le *Shama Music Award* ou encore le *Nigeria Gospel Music Awards*. Elle s'aligne au box-office à côté d'autres célébrités comme Sunny Ade, Panam Percy Paul, Margaret Ingram (États-Unis), Mary Ganza (Ghana), Lionel Petersen (Afrique du Sud) et Allen Cruz (Puerto Rico). Beaucoup d'artistes se sont lancés dans l'aventure avec succès et le dernier festival international *Gospel et Racines* au Bénin a révélé bon nombre de talents. Et pour relayer la bouillonnante production et porter plus loin la bonne parole, les radios et télévisions ont conforté leur présence dans les Églises. La plupart des grandes Églises évangélistes détiennent leurs propres sociétés de production et allouent d'impressionnants budgets pour couvrir les temps d'antenne: une manne financière insoupçonnée pour les médias privés et publics, qui rivalisent d'émissions de variété ou talk-shows religieux avec à la clé une audience garantie.

Au Nigéria, la course effrénée aux émissions religieuses assimilées à la publicité a pris une telle ampleur que le président de l'*Independent Television Producers Association of Nigeria* parle de *«machine de propagande pour les Églises»*, et la *National Broadcasting Commission* (Nbc), l'instance de régulation, de rappeler les producteurs privés à l'ordre. Une telle frénésie montre à bien des égards la vitalité des Églises évangélistes qui, n'en déplaise au Saint-Siège, semblent détrôner l'Église catholique. ▲

Religions jacobines, religions émiettées

JACQUES RIFFLET

«La religion catholique pêche par trop de centralisation, la protestante par trop d'émiettement». Cette analyse émane du prorecteur de l'Université de Louvain, Gabriel Ringlet. Qui sait de quoi il parle, car il est en résistance constante contre l'intrusion de l'Opus Dei dans son campus.

De fait, il existerait –usage du conditionnel, car la division moléculaire de cette «hérésie» du XVI^e siècle est par essence sans limite– 400 courants protestants!

À l'inverse, qui ne sait, en le déplorant le plus souvent, l'emprise centralisée de Rome sur l'univers catholique. Cette Église monolithique oscille au gré des papes entre l'ouverture et la fermeture, entre l'effort de modernité et la montée du conservatisme.

Entre l'orientation spirituelle d'un Jean XXIII et celle d'un Benoît XVI, il y a un fossé abyssal. Le chanoine Pierre de Loch, un conseiller très estimé de Vatican II, subit depuis l'avènement de Jean-Paul II un ostracisme absolu lié à son souci généreux de répondre –avec les laïques– aux problèmes de notre société en pleine évolution.

Le protestantisme s'est organisé d'une tout autre manière, en privilégiant la dynamique du libre examen des textes sacrés.

Le pasteur, comme l'imam, comme le rabbin, navigue en pleine interprétation libre des consignes divines. L'effet salutaire de cette démarche de non-contrainte des consciences est évident pour un laïque. Qui ne manquera pas de souligner cependant que la marge d'ampleur du libre examen est résolument plus importante dans le non-religieux.

La laïcité du non-croyant offre, par nature, un champ plénier à la pensée. Elle génère un «espace de libertés» sans clôtures, sans directives –si ce n'est celles d'observer les principes de probité et de tolérance qui ennoblissent la démarche humaine. Alors que le libre examen du croyant –serait-il laïque au sens de la loi française de 1905 ou de la Constitution turque de Mustafa Kemal, c'est-à-dire défenseur de la séparation du temporel et du spirituel – est forcément limité par l'observance des dogmes qui édifient sa foi.

Une religion «émiétée», éparpillée en de multiples courants d'interprétation, ne présente donc pas une garantie plénière de liberté de pensée. Elle n'ouvre pas à une totale «autonomie de la raison», même si elle promet

cependant une grande avancée vers cet objectif vital pour un non-croyant.

Par contre, une religion centralisée ne peut être un lieu personnel de liberté de pensée.

Ainsi, dans son intéressant discours de Ratisbonne –si l'on écarte la fâcheuse allusion aux propos d'un empereur byzantin du XIV^e siècle ne stigmatisant que la violence islamiste– Benoît XVI déclare certes souhaiter le mariage du religieux et de la raison. Mais ce que prêche le pape, et louons ce remarquable progrès par rapport à l'obscurantisme obstiné de certains de ses prédécesseurs, tels Pie IX ou Jean-Paul II, c'est un appel à revenir à la reliance perdue avec la pensée grecque, à ce que le religieux s'inspire du «raisonnable». Le spirituel ne peut être pour lui que l'élévation de l'humain au respect et à l'amour de l'Autre. Le sacré ne peut être vecteur de violence et la sagesse des Grecs doit nourrir cette conviction.

Parfait. Mais vient le bémol.

En effet, Benoît XVI insiste sur le fait que si le religieux doit fuir les dérives brutales de la déraison, qu'il doit se marier à la raison, celle-ci ne peut prétendre envahir, voire asservir, le religieux (message clair en direction du «tout laïque» français). Et ce discours s'écarte résolument de l'ouverture à l'autarcie individuelle de la liberté humaine. Il ne vise qu'à promouvoir le généreux de la transcendance et d'en exclure l'excès, le violent. Démarche méritoire, certes. Mais très différente des champs de liberté «accordés» par les religions décentralisées.

Un autre reproche: critiquer l'islam parce qu'il ne fut pas en contact avec la pensée grecque ne tient pas historiquement la route. C'est en 524 que l'empereur Justinien rompt les ponts avec les sources grecques, alors que l'islam sera traversé par cette pensée au moins jusqu'à Averroès, au XII^e siècle, le «réveilleur» d'Aristote.

Ce tour d'horizon effectué, une remarque essentielle pour conclure.

Si les religions et les idéologies non centralisées servent mieux l'autonomie de l'esprit, elles souffrent d'un vice grave: jamais elles ne pourront organiser un Vatican II.

Toujours, elles connaîtront des francs-tireurs de l'excès, irrépressibles car sans tutelle centrale. Elles secréteront des protestants évangélistes, des Frères musulmans, des messianiques israéliens, des Coréens du Nord... ▲

Un entretien avec Jacques Généreux

La dissociété occidentale

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL MARTIN

Compétition, rivalité et déglingue des liens sociaux. Exit les acquis des Trente Glorieuses et avec eux la société de nos pères. La faute au néolibéralisme?

Le politologue français Jacques Généreux publie *La Dissociété*¹ qui stigmatise la manière dont l'Europe travaille à sa dislocation. Une œuvre de combat puisque cet auteur est aussi socialiste, persuadé qu'en son parti seul Laurent Fabius est à même de revenir vers une société où individualisme et solidarité font bon ménage.

Pouvez-vous définir ce qu'est la «dissociété»? Le délitement de notre société, la société revue par Darwin ou... voulue par ceux qui ne sont pas de votre bord politique?

Jacques Généreux: La dissociété est un processus dynamique de déliaison sociale généralisée, de mise en place d'une compétition, de rivalités qui dressent les individus les uns contre les autres, incitent au repli sur soi et sur la communauté. Peu à peu, elle disloque ce qui a autrefois constitué un ensemble solidaire. C'est une forme de société inhumaine. Le concept de dissociété n'est compréhensible que par rapport à une société de progrès humain. Cette dernière n'est pas idéale, mais elle est sur la bonne voie. Elle crée un cadre qui favorise l'affirmation à la liberté et à l'autonomie tout en créant l'aspiration à vivre ensemble. Ces deux aspirations peuvent engendrer des synergies positives, et de là le progrès humain.

Concrètement, pouvez-vous donner un exemple d'une société allant dans le bon sens? Ou s'agit-il d'une abstraction, une aspiration à un bien-être idéal?

Cela n'a rien d'abstrait. La société n'est pas un état donné, mais un processus d'interaction permanent entre les individus et le système qu'ils constituent tous ensemble. La question n'est donc pas de savoir ce qu'est cette société, mais dans quelle direction elle va. Autrement dit, le processus dynamique qui est engagé tend-il à rendre compatibles l'affirmation des individus et la vie en commun? Ou consiste-t-il à séparer les individus pour qu'ils ne se tapent pas dessus, moyennant des frontières entre les communautés, un État répressif, etc? Ou, enfin, est-on face à ce que j'appelle l'hypersociété où éviter des conflits entre individus passe par le collectivisme, le totalitarisme?

Tout cela n'est-il pas manichéen?

Non. Dans toute société, il y a des phases qui vont dans le bon sens, et d'autres non. On peut considérer par exemple que les sociétés occidentales de l'après-guerre, durant les Trente Glorieuses, étaient plutôt sur la voie du progrès humain, cette période permettant l'essor des libertés individuelles et d'un nouvel individualisme, tout en favorisant la coopération et la solidarité. Soit une sorte d'individualisme social. Cela

n'en fait pas une société idéale, mais elle était en marche dans la bonne direction. Depuis la fin des années septante, cette direction s'est inversée par le biais d'un changement des rapports de force qui a donné le pouvoir à ceux qui ont intérêt à une forme de compétition exacerbée.

La faute au néolibéralisme?

Oui et non. Le néolibéralisme veut l'extension du principe de concurrence à toutes les activités humaines, valorise l'individu et favorise la dissociété. Mais l'idéologie néolibérale peut être aussi un bouc émissaire un peu trop facile car, malheureusement, les éléments essentiels de la compétition se trouvent présents dans la plupart des courants modernes de pensée, de gauche ou de droite. Ils se sont fondus en une pensée qui n'a pas été capable d'imaginer le lien social et a fondé la modernité sur le culte de l'individu autonome. Sans prendre en considération le fait que nous sommes aussi –et même uniquement– constitués de liens aux autres.

Un bouleversement géostratégique

À vous suivre, la dislocation des liens sociaux tissés pendant les Trente Glorieuses aurait été préméditée?

L'évolution du monde ne nous est pas imposée. Ce qui arrive est pour l'essentiel le résultat des choix effectués par des collectivités, par l'État, etc. Donc des choix politiques. À la charnière des années septante et quatre-vingt, il y a eu un bouleversement général des rapports de force entre ceux qui détiennent le travail et ceux qui détiennent le capital. Ce bouleversement est géostratégique: l'ef-

fondrement du communisme dans les années quatre-vingt a ôté sa légitimité au progrès social engendré par l'économie de marché. L'évolution sociologique et économique y a aussi contribué: les générations qui ont progressé durant les Trente Glorieuses grâce à la solidarité ont fini par trouver un intérêt dans le retournement des priorités économiques et sociales. Pendant trente ans, cette «classe moyenne» a mis l'accent sur le plein emploi, elle a toléré un peu d'inflation tout en mettant la rémunération du capital à un niveau très bas. Puis, ce rapport entre travail et capital a été bouleversé par ceux qui ont voulu que les priorités aillent plutôt à la protection du patrimoine et à la lutte contre l'inflation.

Dans beaucoup de pays, une sorte d'adaptation a consisté à accepter l'apparition d'un chômage de masse, préserver le bien-être, mais seulement pour ceux qui ont un emploi stable. Il faut y ajouter un retournement général des politiques monétaires qui a donné la forme du capitalisme actuel. Ceux qui y détiennent le capital ont le vrai pouvoir. Faute d'obtenir la meilleure rentabilité possible, ils menacent de placer leur argent ailleurs. Cela se fait au détriment de l'économie à long terme et des travailleurs qui sont sous pression permanente.

Vous êtes actif dans les rangs du Parti socialiste français. Or, c'est tout même un socialiste, Jacques Delors, qui est à l'origine du Marché unique européen où compétition et rivalité sont les maîtres-mots.

Bien sûr, des fautes ont été commises par la social-démocratie en Europe. Mais il faut bien en comprendre la nature. Jusqu'aux années quatre-vingt, la construction européenne est marquée par le primat de la coopération entre les États. Ils veulent éviter que les nations européennes reviennent à la guerre, en s'appuyant sur le marché et l'économie. C'est dans cette logique que les différentes forces politiques ont pu travailler ensemble.

Mais en raison du changement des rapports de force entre détenteurs du capital et détenteurs du travail, les néolibéraux en Europe ont pris conscience de l'avantage qu'ils ont dans une compétition devenue plus dure du fait de la mondialisation et de l'effondrement du système communiste. Ils ont voulu faire de l'Europe un

grand espace de libre-échange et de compétition. Cela a posé à la gauche européenne une vraie difficulté, car il aurait fallu faire progresser simultanément droit social et harmonisation fiscale. L'absence de progrès dans ces domaines favorise la concurrence déloyale.

Pourquoi ne pas avoir réagi?

C'est ça la perversité de la construction européenne. Les socialistes et les sociaux-démocrates ont poursuivi la stratégie des petits pas progressifs qui avait fonctionné jusque-là. Ils s'attendaient à de nouvelles négociations qui aboutiraient à corriger les défauts des traités antérieurs. Le problème est que ces avancées ont été utilisées par des néolibéraux de plus en plus puissants pour repousser toute discussion. Et on s'est retrouvé avec un grand marché intégré où le dumping fiscal et social va bon train. *A fortiori* avec l'Élargissement voulu par les mêmes néolibéraux.

L'école de la guerre

L'affaiblissement des social-démocraties européennes n'a évidemment rien arrangé à cette évolution?

Les perdants des Trente glorieuses ne se sentent plus représentés politiquement. Le clivage gauche-droite a été brouillé et ces catégories populaires ont trouvé refuge dans les mouvements populistes, fascistes, voire néonazis. Au sein des partis socialistes, la mouvance qui pense qu'il faut coopérer avec le néolibéralisme est effectivement souvent devenue majoritaire. La social-démocratie se limite dès lors à imaginer des mesures d'accompagnement social

pour panser les blessures, mais pour surtout encourager les individus à être de bons guerriers de la guerre économique. C'est ça la dissociété où l'État amène l'individu à l'école de la guerre.

Comment inverser la vapeur?

Seul le politique peut y parvenir. Car l'individu vit avec un défaut de lucidité face à la dissociété et aux bienfaits des liens sociaux. La réaction ne peut être que collective, donc politique. C'est compliqué d'une part, car la classe politique s'est laissé gagner par le néolibéralisme et s'est coupée d'une partie de la population. Mais c'est aussi simple, car la plupart d'entre nous sont conscients du malaise de la société. Si une majorité de citoyens sont prêts à soutenir ce retournement, c'est au niveau des élites politiques que se jouent le combat. Il suffit que des leaders réussissent à retourner la majorité dans leur propre parti pour qu'ils trouvent un important soutien populaire. Ce qu'a démontré le débat socialiste, puis français sur la Constitution européenne.

Le chantre de la société retrouvée est donc Laurent Fabius?

En France, Laurent Fabius incarne la volonté de sortir de la dissociété. Ségolène Royal* comme Dominique Strauss-Kahn ne croient plus dans l'opposition frontale. Ils pensent que le monde a changé et qu'il faut s'en accommoder. Fabius, lui, pense que le monde «a été» changé à travers le rapport politique et que c'est par le rapport de force que l'on parviendra à nouveau à le changer.▲

¹ Jacques Généreux, *La Dissociété*, chez Seuil.

* *ndlr:* Cette interview a été faite avant les primaires du PS en France qui ont fait de Ségolène Royal la candidate officielle pour la présidentielle.

Élections congolaises

La voie vers la reconstruction

PIERRE VERJANS ET BOB KABAMBA
Chargés de cours adjoints (ULg)

En République démocratique du Congo, la Commission électorale indépendante vient de dépenser plus de quatre cents millions de dollars pour sécuriser tout le processus électoral et organiser un recensement des quelque vingt-cinq millions d'électeurs puis un référendum constitutionnel et ensuite des élections présidentielles, des élections législatives et des élections provinciales. Les tours de force valent la peine d'être mis en évidence après des décennies d'État défaillant puis de guerre civile, suivies d'une transition peu légitime aux yeux des citoyens congolais. Ceux-ci ont été exemplaires et le travail des trois cent mille agents temporaires de la Commission électorale indépendante restera gravé dans la mémoire collective congolaise pour leur sérieux, leur conscience professionnelle et le respect de la volonté de l'électeur. On peut espérer que leur expérience professionnelle constituera un acquis pour le pays.

Entretiens, l'Assemblée nationale et le Sénat de transition ont produit un appareil législatif et constitutionnel permettant cet exploit logistique. La question qui revient le plus souvent est celle de l'utilité d'un système de décision électoral dans un pays où tout est à reconstruire et où l'urgence se situe à tous les niveaux. Ne pouvait-on mieux diriger cette somme d'argent plutôt que d'offrir une légitimité à des acteurs qui ont, de près ou de loin, presque tous trempé dans la guerre civile? La reconstruction du système de santé, du système scolaire ou du système de production ne

constituent-ils pas des préalables pour que le système politique devienne efficient?

La réponse de Karl Marx, celle de Max Weber et celle de Norbert Elias vont dans le même sens: la constitution de l'État et l'installation de son monopole de la violence sur les acteurs individuels représentent un préalable indispensable à l'installation du capitalisme, de la révolution industrielle et de la croissance de la production. Il faut d'abord que le système étatique soit installé. Or, la sortie de la guerre civile s'est faite, en République démocratique du Congo, par une pacification imposée par l'extérieur et non, comme dans beaucoup de cas ailleurs, par la victoire d'un camp sur l'autre. La Chine de Mao Zedong est issue d'une longue guerre interne, tout comme l'Espagne de Franco ou la France de la Restauration et le capitalisme n'a pu se développer que de longues décennies après la pacification. Comme le rappellent nos auteurs, la domination de l'État peut ne pas être légitime aux yeux d'une grande partie de la population, il suffit qu'elle soit considérée comme inévitable pour que le cadre étatique définisse une nouvelle façon de se répartir le pouvoir.

L'indispensable légitimité interne

Le système congolais était en proie à un risque réel de décomposition étatique et la plus grande partie des morts dus à la guerre civile ont été attribués non à la violence guerrière directement mais à l'impossibilité de

faire fonctionner l'appareil d'État dans le contexte de la guerre civile. C'est la rupture des liaisons routières, fluviales et donc administratives, sanitaires, etc. qui est la cause principale des quelque quatre millions de morts de cette guerre¹. Aucun vainqueur ne s'était imposé et les pillages des ressources naturelles par les pays voisins continuaient à alimenter les troupes des belligérants. La communauté internationale est intervenue pour mettre fin au massacre humain et au pillage économique (ne nous faisons pas d'illusion sur l'investissement des grandes puissances). Mais comment rendre le pouvoir à un dirigeant légitime aux yeux de la population? Dans la mesure où la légitimité interne est maintenant considérée comme indispensable au maintien d'un pouvoir, il faut donc organiser des élections.

Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, dans un petit ouvrage qui est un bijou de pensée que tout le monde devrait avoir lu², signale que le système électoral, parce qu'il permet au peuple de menacer les dirigeants de non-élection, permet un contrôle relatif, il est vrai, mais progressif des mêmes dirigeants. En les obligeant à anticiper la sanction populaire, positive ou négative, l'élection ne met bien entendu pas le peuple au pouvoir mais lui donne les moyens de changer les dirigeants trop impopulaires. Et Sen poursuit son raisonnement en expliquant que nulle part une famine de masse ne s'est produite dans des pays où existe le suffrage universel. L'anticipation de la sanction force les dirigeants à tenir compte des besoins de la popu-

lation. C'est peut-être par ce mécanisme que les pays à système électoral légitime deviennent à long terme plus riches, par le retour régulier de l'évaluation populaire et par l'adaptation des dirigeants au souci constant d'enrichir leurs concitoyens.

Entre les grandes utopies mobilisatrices et le réalisme populaire, les dirigeants doivent donc manœuvrer pour rester au pouvoir.

Voilà pourquoi le premier travail à faire dans un pays déchiré par la guerre civile est de construire le débat politique interne et d'installer le contrôle des dirigeants par la population.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les élections législatives pour l'Assemblée nationale sont terminées et une Alliance pour une Majorité présidentielle y détient la majorité des sièges. La composition des assemblées provinciales est beaucoup plus contrastée et obligera les dirigeants nationaux à tenir compte de la grande autonomie des provinces. À titre d'exemple de la complexité du pays, voici la composition des électors provinciaux des deux candidats à la présidence de la République au second tour des élections, qui ont eu lieu le 29 octobre.

Résultat géopolitique du second tour des présidentielles (provisoire)

2 ^e tour Présidentielles	Jean-Pierre Bemba	Joseph Kabila
Provinces de l'Est	667 575	7 597 312
Provinces du Centre	1 330 602	504 071
Provinces de l'Ouest	4 824 411	1 325 290
Total	6 822 588	9 426 673

On voit que si le président sortant obtient une majorité de suffrages, ceux-ci se concentrent surtout à l'Est, dans la région d'où il est originaire et qui a connu la guerre. Les provinces de l'Ouest et les deux Kasai, au Centre, ont majoritairement porté leur choix sur Jean-Pierre Bemba. Ce n'est peut-être pas un hasard si les provinces qui ont connu les affres de la guerre se sont mobilisées plus que les autres

pour aller voter au second tour et si le candidat vient de leur côté. C'est que l'urgence et la priorité politique, pour les habitants de ces provinces, tournent autour des problèmes de sécurité. L'opposition entre les candidats reste vive et les cinq ans du mandat présidentiel et législatif seront vraisemblablement agités. Car cette opposition est renforcée par une différence linguistique: les provinces de l'Est parlent le swahili (comme en Tanzanie, au Kenya et dans l'Est de l'Afrique centrale) tandis que les habitants des provinces de l'Ouest parlent le lingala, langue que le colonisateur a généralisé par son usage dans l'armée et dans l'administration et qui est la langue parlée dans la capitale Kinshasa.

Outre que les candidats sont deux chefs de guerre héritiers l'un de l'affairisme mobutiste, l'autre de la rébellion lumumbiste, leur langue maternelle différente s'ajoute à leur culture de combat. Les partisans sont échauffés également, débordant facilement les éventuels mots d'ordre donnés par les états-majors des ex-belligérants. Les manifestants ne sont pas seulement des sans-emploi stipendiés mais aussi des partisans enthousiastes et fanatiques. On a suffisamment souligné que Joseph Kabila élu représentait pour certains la revanche de l'Est sur l'Ouest qui a dirigé le pays depuis l'indépendance jusqu'à l'arrivée de Laurent-Désiré Kabila. Le risque de conflagration est réel et la communauté internationale doit rester vigilante pour que les responsables politiques agissent de façon aussi sage que leurs électeurs de 2006. Le fait qu'une partie des représentants officiels de la communauté internationale ait montré une préférence pour le président sortant a exacerbé la tension et dans beaucoup de cas, c'est par réaction contre l'ingérence étrangère que les électeurs ont choisi celui qui se présente, suivant une chanson à la mode comme «l'enfant du pays», quand bien même il a suivi toute sa scolarité en Belgique et a l'essentiel de sa fortune dans les pays dont ses parti-

sans dénoncent la mainmise sur le pays.

De larges compétences provinciales

Cependant, ce n'est pas autour de la lutte pour le pouvoir présidentiel que l'essentiel va se jouer, c'est autour de la gestion des provinces. En effet, celles-ci vont pouvoir utili-

Kabila: la victoire à l'ombre des requêtes déposées par Bemba.

ser 50% des recettes nationales dont la plus grande partie avant même que l'argent ne monte à la capitale. Les provinces jouissent de compétences très larges et elles constitueront des pôles de développement qui prendront rapidement de l'autonomie économique, à défaut de prendre une autonomie militaire ou policière, ce que la Constitution empêche. À moins bien sûr qu'un scénario du pire ne se déroule, c'est dans les capitales provinciales que les décisions les plus sensibles pour les citoyens se prendront et ce sont les gouvernements provinciaux qui seront évalués à la fin de la législature, dans cinq ans. Ce «fédéralisme assourdi ou régionalisme vigilant»³, jumelé au centralisme militaire, constitue sans nul doute une nouveauté dans l'histoire congolaise.

Il reste à espérer que le rendez-vous démocratique sera effectif dans cinq ans. La communauté internationale doit, pour ce faire, pouvoir répondre présente à l'appel des pouvoirs et des citoyens congolais. ▲

¹ B. Coghlan, R.J. Brennan, P. Ngoy, et al. *Mortality in the Democratic Republic of Congo: a nationwide survey*, Lancet 2006; vol.367: pp.44-51. www.thelancet.com, dernière consultation le 19 novembre 2006.

² A. Sen, *La démocratie des autres*, Paris, Manuels Payot, p. 65-66, 2005.

³ Revue *Fédéralisme Régionalisme*, 2004-2005, vol.5, *La III^e République Démocratique du Congo. Un nouveau régionalisme*, Université de Liège (la revue *Fédéralisme Régionalisme* est désormais disponible en libre accès à l'adresse <http://popups.ulg.ac.be>)

Le CAL en Colombie

La liberté de pensée à Cartagena de Indias

Gabrielle Lefèvre

Cartagena de Indias: splendide îlot de calme et de beauté dans une Colombie connue surtout par ses violences militaires et paramilitaires et ses inégalités sociales. Une ville qui se drape superbement dans ses murailles et offre aux visiteurs choisis les méandres de ses rues aux maisons colorées, ornées de balustrades en bois, de fenêtres en claustra, de portes décorées de splendides heurtoirs en bronze. Une ville

repos des passants, la misère des mendiants. Une ville tellement belle qu'elle figure sur la liste du patrimoine universel établie par l'Unesco, une ville déjà célébrée par de nombreux écrivains dont un de ses habitants célèbres: Gabriel Garcia Marquez.

Une ville complexe aussi dont l'histoire est celle d'un port avec ses apports métissés d'Indiens réchappés du massacre de la colonisation

C'est dans cette classe moyenne et cette bourgeoisie ouverte aux apports du monde que s'est développé un esprit de liberté vis-à-vis des pouvoirs successifs et envers l'Église catholique qui règne sans frein en Amérique latine depuis que le pape Jean-Paul II a remis au pas la théologie de la Libération.

Il n'est donc pas étonnant de trouver, à l'entrée de la ville historique de Cartagena et dans ses remparts, le temple de la Sérénissime Grande Loge Nationale de Colombie qui accueille en ses locaux l'ILEC (Institut laïque d'études contemporaines de Colombie). Le grand maître de cette loge, Hernando Osorio Rico pilotait ainsi, avec le président de l'ILEC, Jorge Eliécer Salazar Avenia, lui-même ancien grand maître, le troisième séminaire latino-américain de la laïcité, qui s'est tenu du 5 au 7 octobre 2006 à Cartagena.

Car l'évolution de l'idée même de laïcité dans cette Amérique latine marquée au fer rouge par l'Église catholique apportée par les colonisateurs espagnols et soutenue par les régimes les plus dictatoriaux, est liée à la franc-maçonnerie qui a soutenu des révolutionnaires et des présidents dans la quête vers la liberté et la justice sociale.

C'est ainsi que fut créé le premier ILEC au Chili, grâce à des réfugiés chiliens qui avaient fui en Belgique la dictature du général Pinochet et qui avaient noué des liens étroits avec le Centre d'Action Laïque. Cette entraide a débouché sur la création à Santiago du Chili, en 2000, du premier Institut laïque d'études contemporaines, soutenu par le CAL.

espagnole, de noirs anciens esclaves, de métis, de blancs de diverses origines... Une population dont le développement économique n'a été possible que grâce au commerce et à l'innovation d'artisans stimulés sans cesse par l'économie du port.

C'est donc ensemble que l'ILEC et le CAL, représenté par son président Philippe Grollet, ont organisé les trois premiers séminaires, le premier au Chili, le second à Guayaquil en Équateur et le troisième en Colombie. Le quatrième aura probablement lieu au Mexique.

Lors de cette troisième session, divers pays étaient représentés: le Panama, l'Équateur, le Chili, Haïti, l'Uruguay, l'Argentine en la personne du secrétaire exécutif de la Confédération maçonnique interaméricaine, le Dr. Jorge Alejandro Vallejos. Les délégations belges et espagnoles représentaient l'Europe.

Un réseau d'instituts laïques

Ce que peut devenir le réseau ILEC en Amérique latine a été longuement évoqué par divers orateurs faisant état de leurs expériences nationales. Le Chili, avec la plus longue expérience en la matière, évoqua la séparation progressive de l'ILEC de la franc-maçonnerie, chacun soutenant l'autre mais gardant son indépendance. Pour cela, il faut évidemment réunir les moyens financiers et cela fut possible grâce à des subventions de l'État et des donations. ILEC Chili est en effet reconnu sous le contrôle du ministre de la Justice et sa mission de promotion de la personne, de la famille par l'éducation, la culture, porte aussi sur le travail, la santé, l'environnement. Cela lui permet d'agir par des conférences, des cours, par l'impression et la diffusion de publications, par la participation citoyenne et l'établissement de liens avec les institutions nationales et internationales. C'est dans ce cadre qu'a été signée une convention de collaboration avec le CAL belge, ce qui lui permet de mener des programmes communs au point de vue formations, édition, recherches et échanges de documentation, des traductions et la diffusion de l'ensemble sur internet. Le projet étant de créer un journal digital afin de produire un réseau international d'informations visant à promouvoir la laïcité.

Le représentant du Panama a lui aussi évoqué le travail considérable effectué dans le cadre universitaire: des cours de formation citoyenne et laïque destinés à la population dans son ensemble y compris par l'enseignement à distance: une formule

participative, ouverte qui a été popularisée par les médias. Quant à l'Uruguay, ce petit pays peut être fier d'une population qui défend ardemment la laïcité. On y a créé l'APEL (Alliance pour une éducation laïque) qui fonctionne bien. Pourquoi faudrait-il changer son nom en ILEC?

Les situations sont particulières à chaque pays mais partout, c'est la franc-maçonnerie qui est l'avant-garde de la laïcité. Tous sont sur la voie d'une autonomie des ILEC afin de mieux travailler au sein de la société. Tous sont confrontés à la puissance de l'Église catholique et des sectes protestantes venues des États-Unis.

Certains doivent lutter encore pour une démocratie véritable: la Colombie par exemple, confrontée à une répression terrible des opposants au régime, aux groupes paramilitaires d'extrême droite, au trafic de drogue qui provoque une militarisation de la vie politique. À cela s'ajoutent les défis de la mondialisation et l'accroissement de l'injustice sociale provoquée par une économie capitaliste extrême décrite par le président élu du CAL en Belgique, Pierre Galand.

L'action du CAL a été décrite par Philippe Grollet, son président en exercice. Une démonstration d'une voie possible lorsqu'une institution est insérée dans une société multiculturelle et où les cultes sont reconnus par les pouvoirs publics. Ce qui est évidemment assez rare dans le monde. Et si l'action laïque belge est encore et toujours confrontée à la puissance sociétale de l'Église catholique, son défi actuel est bien l'insertion de l'islam dans la société européenne.

Laïcité philosophique et politique

Le cœur de cette troisième rencontre fut bien évidemment la confrontation des notions de laïcité philosophique et politique. Une convergence absolue: la séparation de l'Église et de l'État, mais avec quelle tolérance pour les divers cultes, pour les institutions laïques? La démocratie est laïque ou n'est pas la démocratie, démontre Jorge Carvajal Munoz, président de l'ILEC au Chili. Les laïques ne sont pas nécessairement des francs-maçons mais bien des librepenseurs. Ils créent un humanisme laïque qui s'oppose aux courants reli-

gieux mais ceux-ci risquent de se revigorer avec la mondialisation qui réduit le rôle de l'État dans l'espace public. L'Unesco appelle cela la tolérance mais cette notion est controversée par d'autres intervenants au colloque. Car cette tolérance permet à des groupes religieux de violer la loi. Ainsi, la tolérance permet que dans certains pays comme au Mexique la loi ne soit pas respectée par l'Église qui maintient son emprise sur l'éducation familiale de base. Il faut donc établir un consensus avec diverses organisations, y compris syndicales, pour établir une véritable laïcité dans la vie quotidienne.

Développant le thème de la laïcité philosophique, Philippe Grollet souligne que le travail de la laïcité politique ne sera jamais achevé, comme la construction de la démocratie, mais qu'il faut défendre au sein d'une société juste, progressiste et fraternelle une conception philosophique délivrée des dieux (ou plus exactement délivrée des imposteurs qui s'en prétendent les porte-parole).

La laïcité dans la vie quotidienne est précisément le thème défendu à ce colloque par Ariane Hassid, présidente de la régionale bruxelloise du CAL sous l'intitulé «Éthique laïque et famille». Face à un auditoire latino-américain et quasi exclusivement masculin, parler de l'éclatement de la notion de famille, de droits individuels, d'homosexualité, de mariage homosexuel en a fait bondir plus d'un. Il subsiste en effet, dans la notion de mariage, une imprégnation des valeurs catholiques. Aboutir aux notions laïques de mariage civil légal, quel que soit le sexe, doit encore être débattu dans les sociétés, y compris la nôtre même si les avancées légales sont spectaculaires.

Il reste que les laïcités latino-américaines se battent pour une liberté intégrale au point de vue philosophique et physique mais doivent d'abord arriver à la laïcité politique, à savoir la séparation de l'Église et de l'État où les personnes doivent disposer de la liberté de foi y compris en la croyance d'un être supérieur. La faculté de s'autodéterminer est essentielle et les États doivent la garantir pour préserver la paix, a conclu Hernando Osorio Rico, l'hôte de cette rencontre riche en débats et en pistes d'action. ▲

Les actes de ce séminaire se trouvent sur le site www.laicismo.net, et sur www.laicite.be.

Limiter la Constitution européenne à l'essentiel

PIERRE SPEHL
Administrateur de la FAPEO*

Le rejet par la France et les Pays-Bas du Traité constitutionnel a ouvert une crise majeure en Europe. Nombreux sont les démocrates européens à la considérer comme une crise de croissance de plus, et à penser que «cela finira par s'arranger». Or, tant que les causes profondes du malaise que ce Traité suscite n'auront pas été clairement mises à plat, il sera difficile à nos responsables politiques de trouver une solution susceptible de recueillir l'accord de tous. Notre devoir de citoyen est, autant que possible, d'y contribuer.

Le 15 juin 2005, Valéry Giscard d'Estaing écrivait dans *Le Monde*: «Le projet constitutionnel se résume aux propositions innovantes contenues dans la première partie (la définition de l'Union européenne, ses missions, ses institutions et son organisation démocratique), et à la qualification juridique donnée à la Charte des droits fondamentaux dans la deuxième partie. Un point c'est tout. Les discussions de la Convention n'ont porté que sur les sujets traités dans la première partie.»

Et de poursuivre: «Pourquoi, alors, avoir ajouté la troisième partie (les trois quarts du texte), et quelle est sa nature? La déclaration de Laeken, qui a lancé le processus constitutionnel, parlait de "simplifier les traités, sans en changer le contenu". Nous étions placés devant le choix suivant: laisser les traités intacts, en leur ajoutant une "préface" constitutive; ou bien inscrire à la fin de notre texte le contenu des politiques déjà décidées par les traités antérieurs».

La lourdeur du texte, dénoncée par beaucoup comme cause de son rejet, était donc imposée dès le départ dans

l'ordre de mission de la Convention. Mais il y a dans la troisième partie un autre défaut, qui n'a pas manqué d'inquiéter le citoyen-lecteur attentif: la complexité de langage et le manque de définitions des termes utilisés ouvrent la voie à de multiples possibilités d'interprétations et de recours à la Cour de Justice de l'Union, dans ses nouvelles compétences de Cour constitutionnelle, où elle aura à appliquer toute la Constitution et rien que la Constitution.

Un seul exemple suffit à la démonstration, l'article III-167-1: «Sauf dérogations prévues par la Constitution, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États membres ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions». Avez-vous

compris? Sinon, je vous invite à relire cet article autant de fois que nécessaire!

C'est la fameuse règle dite de «la concurrence libre et non faussée» qui figurait déjà dans le Traité de Rome de 1957. À l'époque, il s'agissait de régir le nouveau marché commun, et son champ d'application était donc limité. Mais ce même article, une fois intégré dans la Constitution européenne, prend, de ce fait, une dimension d'application tout à fait générale, uniquement limitée par les dérogations explicitement prévues dans le texte constitutionnel. Et comme l'article 167 §1 est de la compétence exclusive de l'Union européenne, il prime sur le droit des États membres.

Cet article s'applique aux entreprises, terme non défini par la Constitution. Selon le Livre blanc de la Commission européenne, il s'agit de toute entreprise offrant des services sur un marché donné. Il suffit qu'il y ait

Un service public d'enseignement pourrait-il être privé des ressources de l'État? Ici, des étudiants belges à Strasbourg pour y exprimer leur avis quant au futur de l'UE.

concurrence possible («qui menacent de fausser...»), même s'il s'agit d'entreprises dans des domaines où l'Union n'est compétente que pour mener des actions d'appui, de coordination ou de complément à l'action des États membres, comme par exemple la santé, l'industrie ou l'éducation. Les seules dérogations prévues explicitement sont celles citées aux paragraphes 2 et 3 de ce même article 167, notamment la culture et la conservation du patrimoine «quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun.»

Or, que dit l'article 167 §1? Les aides qui seraient accordées au moyen de ressources d'État (les impôts) sont incompatibles avec le marché intérieur, c'est-à-dire qu'elles sont interdites. La seule forme autorisée de financement par des ressources d'État est celle qui respecte la règle de la concurrence libre et non faussée, à savoir l'appel d'offres d'entreprises privées.

La troisième partie du Traité constitutionnel interdit donc par principe aux Pouvoirs publics (les communes, les départements ou les provinces, les Régions et les États membres de l'Union) d'organiser eux-mêmes, avec des ressources d'État, un service à leurs populations (notamment un service public d'enseignement), dès lors que ce service pourrait être aussi proposé par une entreprise privée d'un autre État membre.

Il s'agit là d'une entrave majeure à l'exercice de la démocratie représen-

tative en Europe. Elle semble avoir échappé à bon nombre de responsables politiques européens.

En vérité, au nom de quel principe supérieur un Pouvoir public élu démocratiquement devrait-il être empêché d'organiser lui-même, avec ses propres ressources, et dans l'exercice de ses propres compétences, un service à sa population? Cette question symbolise à elle seule tout le débat constitutionnel.

N'y a-t-il pas lieu de réagir devant une telle dérive de nos institutions, et d'inverser l'ordre de priorité entre la libre concurrence et la démocratie représentative? Souvenons-nous de cette phrase du président des États-Unis Franklin Roosevelt: «les droits de l'argent doivent céder le pas devant les droits de l'homme».

Peut-être fallait-il que nous vivions cette étape intermédiaire de coexistence dans un même texte, du Traité économique originel de 1957, et des principes constitutionnels mis au point par la Convention européenne en 2002.

Mais il est temps maintenant de dépasser ce stade et de limiter la Constitution à l'essentiel, les institutions démocratiques de l'Union européenne et les droits fondamentaux de ses citoyens, afin de leur conférer définitivement la primauté sur les instruments à leur disposition et les politiques déjà mises en œuvre, notamment dans les domaines commerciaux, économiques et financiers. ▲

Fiscalité du secteur non marchand

Dans le secteur non marchand, la gestion de la fiscalité s'impose de plus en plus.

Cette évolution va de pair avec l'essor économique des domaines de la santé, de la sécurité sociale, de la culture, de l'enseignement, du sport et des autres missions d'intérêt général. Suite au développement de l'économie sociale et des activités économiques mises en œuvre par les associations, la frontière entre les secteurs marchand et non marchand n'est plus aussi nette. Or elle est souvent déterminante sous l'angle fiscal.

En matière d'impôt sur les revenus, les conditions respectives d'application de l'impôt des personnes morales et de l'impôt des sociétés font l'objet de dispositions légales complexes, qui doivent être examinées à la lumière des commentaires administratifs et de la jurisprudence.

La TVA a aussi vocation à s'appliquer aux agents économiques du secteur non marchand.

La fiscalité belge comporte des exemptions et d'autres mesures favorables bénéficiant aux acteurs des secteurs non marchands ou à certaines activités d'intérêt général, comme la déductibilité de certains dons et legs, la réduction des droits d'enregistrement sur les donations et des droits de succession, le régime du sponsoring ou encore l'immunité du précompte immobilier accordée en raison de l'affectation des immeubles à l'enseignement, aux hôpitaux, aux cultes et à l'assistance morale laïque.

Hervé Louveaux, *Fiscalité du secteur non marchand*, éd. Larcier, 105 p.

Fin de vie

Rappelons l'intéressante petite brochure de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité: *La fin de vie. Questions et réponses sur les dispositions légales en Belgique*. Elle est disponible via le secrétariat ou le site internet de l'ADMD (info@admd.be). Elle reprend l'essentiel des législations relatives à la fin de vie actuellement en vigueur dans notre pays et qui restent mal connues. Euthanasie, soins palliatifs, assistance médicale au suicide, «demande répétée», le fonctionnement de la Commission de contrôle et d'évaluation etc., autant de questions et autant de réponses, les plus claires possibles.

ADMD, rue du Président 55, 1050 Bruxelles - Tél: 02/502.04.85.

* FAPEO = Fédération des associations de Parents de l'Enseignement Officiel. Cet article a été publié dans la revue de la FAPEO, *Dialogue* n°24 (avril, mai, juin 2006).

L'assourdissant silence du langage

OLIVIER SWINGEDAU

Les lieux communs... Triomphes de la pensée correcte de niveau zéro, ils sont cependant aussi signes d'une demande de communication souvent respectable.

Pour Laurence Rosier*, linguiste à l'ULB, les lieux communs peuvent aussi contribuer au lien social et sont même parfois source d'inventions langagières intéressantes. Parfois, car on peut aussi pointer la «guerre propre», la «croissance zéro»...

Autre formule commune: l'oxymoron qui est cette figure de style combinant les contraires: le «nègre blanc» de Nougaro et le «mutisme assourdissant» de Camus. Tant qu'on reste entre amis poètes...

Cela fait bien longtemps que la politique et les médias se sont emparés de ce qui est aussi outil de propagande et accessoire indispensable au parfait petit rhétoricien.

Laurence Rosier pointe aussi les euphémismes, ces autres mutants, dégénérés ou non, («nos amis les mal-entendants», «les dommages collatéraux», «les moins valides») et les expressions consensuelles («en toute transparence», «via une parfaite traçabilité»).

«Il faut laisser l'électeur s'exprimer!»... «Nos concitoyens se sont

prononcés...»... Les lieux communs contemporains ont souvent pour fonction de désinformer, rendant l'antinomie percutante du poète aussi inoffensive que cette fameuse croissance zéro et autres formules d'évitement: «nous n'avons de leçons à recevoir de personne!».

Il est clair qu'intimer à un personne de «la fermer» ou de parler de stagnation, de décroissance, c'est faire preuve d'outrecuidance, voire d'impolitesse! Les américaines «guerres zéro mort» assorties de leurs «frappes chirurgicales» et autres «armes non létales» bouclent un cocktail indigeste. Le développement durable est certes plus sympathique que l'envahissement des déchets à court terme ou le supertrou d'ozone mais l'exploitation des ressources peut-elle être infinie?

Les linguistes curieux sont sans cesse à l'affût de ces expressions qui, à défaut de véhiculer quelque chose, se véhiculent elles-mêmes. Laurence Rosier signale ainsi la «mondialisation à visage humain», la «consommation citoyenne» et n'importe quel mot qualifié de «citoyen», le «commerce solidaire» ou «éthique» voire le libéralisme «social», dit encore «à visage humain». Anesthésies verbales destinées à rendre la barbarie

capitaliste plus douce ou à favoriser le politiquement correct?

Des marqueurs de l'inventivité langagière

Laurence Rosier se démarque cependant d'une interprétation trop péjorative de ces phrases et mots tout faits: «En tant que linguiste, je ne m'attache pas à "projeter" une valeur positive ou négative aux lieux communs. Je préfère les étudier en tant que tels: comme des marqueurs de l'inventivité langagière. Dénommer le monde qui nous entoure participe d'une catégorisation immédiate, qui révèle une vision du monde, de soi et de la composition de la société. Lorsque cette vision se fixe dans le langage, on parle de phraséologie et de stéréotypie. Il existe beaucoup de termes pour désigner ce phénomène: les phrases toutes faites, les clichés, les lieux communs effectivement, les poncifs, et bien sûr la célèbre formule de la "langue de bois" des politiciens».

Selon la linguiste, toutes ces phraséologies sont loin d'être médiocres: «Le caractère pré-fabrique des expressions figées ne doit pas masquer leur utilité comme mode de production verbale: le lieu commun, pour moi, est examiné dans son acception posi-

tive. Il recèle parfois une réelle fantaisie: vous avez bien sûr "tant qu'on a la santé" ou, chez le coiffeur, "des vacances en vue?" mais aussi de beaux détournements: voyez par exemple le célèbre "Il faut battre sa mère tant qu'elle est chaude" de Benjamin Péret. Mais Internet est bien sûr aussi un grand pourvoyeur dans le style: "Nul est prophète en son pays" en parlant de Bush!».

Certaines catégories de lieux communs sont malgré tout largement désuètes: «Le proverbe issu de la "sagesse populaire" a été condamné comme cliché du langage. Il est actuellement plutôt déprécié». De nombreuses personnes plus âgées utilisent encore ce type de locution stéréotypée. «Mais c'est un milieu très variable: les énoncés, dictons, slogans, phrases de routine et/ou de circonstance ("je vous en prie", "une perte immense"...), les "réflexes" de conversation ("on aura tout vu/ tout entendu!"), les citations: "I had a Dream" ou encore "Je vous ai compris!"».

Les mots ne sont jamais neutres et ils ont une mémoire propre –une mémoire vive pourrait-on dire! Il y a les mots «repris» (Laurence Rosier cite le «dégraisseur de mammoth»! et ceux qui fixent une mémoire des faits (Auschwitz, Waterloo, le 11 septembre, l'affaire du voile...). «Je parlais plutôt de figement», précise Laurence Rosier. «Le figement est loin d'être un fait linguistique accidentel; il est au contraire une caractéristique inhérente aux langues naturelles: tout segment du discours est candidat au figement. Il est positif: il occupe une place privilégiée parmi les procédés et les processus à l'œuvre dans le renouvellement du lexique. Ainsi, le figement est un lieu privilégié pour étudier la mémoire des collectivités et il est beaucoup plus varié qu'on ne le croit». Les lieux communs peuvent aussi être «défigés»: «Il prit la poudre d'escampette... et sa valise». «Le défigement consiste à ouvrir les paradigmes là où, par définition, il n'y en a pas. Ce "coup de force" s'observe de plus en plus dans la presse qui s'en sert en vue de certains effets particuliers destinés à attirer l'attention du lecteur, souvent ludique: "Le casse-sexe chinois", "Jeux de cadavres exquis à la colonie"»...

«Il faut aussi s'intéresser à la manière dont les lieux communs et leurs

variations sont mis en circulation» selon la linguiste. Le film «Le fabuleux destin d'Amélie Poulain» aura ainsi été rapidement «revisité» en: «Le Fabuleux destin des joyaux Art nouveau, des Choristes, du cinéma belge...» (tous dans Le Soir!), mais aussi «le fabuleux destin de Giscard» (sur le web), de la racine carrée de 2» (titre d'ouvrage), d'Isabelle Giordano (Le Figaro), du petit plombier polonais»...

Tics et clichés

Quand ça marche, on ne compte pas! D'autres clichés ont la belle vie, selon Laurence Rosier: «Relevons entre autres "jouer dans la cour des grands"... Il/Elle "caracole" désormais en tête des sondages. "X" ne manque pas d'atouts. "X" a su dynamiser son équipe de cadres et "la mettre en ordre de bataille". La mode qu'"X" a initiée sur le marché domestique est incontournable. "X" dispose d'un vrai projet d'avenir au niveau de sa branche d'activité, un signal fort en direction de la communauté des "Y, Z..." et, cerise sur le gâteau, son activité devrait générer des marges conséquentes. Avec zéro préjudice pour l'emploi...».

Les tics des journalistes sont aussi alléchants: pour éviter les répétitions, ils ont volontiers recours à un substitut du mot déjà employé. Un «antidote» pour reprendre le nom d'un célèbre programme: «Le 7^e Art» pour le cinéma, «les diktats de Bercy» pour le ministère français des Finances, «une émanation de la Rue de la Loi», etc. De même, toutes les vedettes évoquées par la presse sont des «monstres sacrés», mais «qui se cache derrière cette façade?».

Les Pulitzer en devenir aiment le lieu commun «visuel» aussi, surtout s'il est vaguement amusant: «les hommes en blanc se relaient au chevet de l'homme en blanc» pour dire que les médecins se relaient au chevet du pape.

Mais certains surpassent les journalistes: ce sont les asbl à visée sociale ou médico-sociale et les «chefs info» des cabinets ministériels. Relevé sur leurs (nombreux) sites: «Ce paradigme maintes fois relevé évoque un bon exemple de "bonne pratique" intersectorielle et transversale». Ça ne veut rien dire mais ça en jette! Il existe même des «programmes de lieux communs» qui vous permettent

Jim Dine, *Pinocchio*, Profil en rouge - Exposition à la Librairie Saint-Hubert, Galerie du Roi 2, 1000 Bruxelles - librart@skynet.be
Une fable autour du mensonge, jamais très loin des lieux communs.

d'intervenir n'importe quelle phrase tout en restant cependant –en apparence– compréhensible...

Pour certains, surtout des consultants, les stéréotypes et autres lieux communs sont non seulement inévitables mais hautement recommandables. Luc de Brabandere, «philosophe d'entreprise» écrit ainsi dans *La Libre* du 17 octobre dernier: «Le stéréotype est inévitable. Sans (lui), nous serions tout simplement incapables de nous souvenir et donc de réfléchir. Pour penser, nous avons besoin de catégories». Ouf, on avait peur de marcher dans un lieu commun! ▲

Les ouvrages gravitant «autour de la langue» et du langage ne se comptent plus: logique, en cette période de bavardages «communicationnels» ininterrompus. «Autour des mots» est l'astucieux intitulé de la dernière collection du genre (aux éditions Racine) dirigée par l'ineffable Jacques Mercier du «Jeu des Dictionnaires». Les deux premiers petits ouvrages –qui se laissent lire sans déplaisir– sont «Cyberlangage» par Aurélia Dejond du «Jeu des Dictionnaires» et «Petit répertoire de lieux communs» par Gilles Dal du «Jeu des Dictionnaires». Bref, on reste «en famille»...

* Laurence Rosier vient de publier *Petit traité de l'insulte* aux Éditions Labor-Espace de Libertés - collection *Liberté j'écris ton nom*.

La gauche en questionnement

JULIEN DOHET

Dix-sept ans après la chute du mur et la fin du «bloc soviétique», la gauche est toujours en questionnement face aux mutations du capitalisme. Plusieurs ouvrages publiés récemment en France et en Belgique en évoquent divers aspects.

La tactique de l'entrisme

Bien que publié en France, le premier ouvrage concerne l'autobiographie d'un militant trotskiste belge¹. Né en 1930 dans un milieu de classe moyenne, Georges Dobbeleer est, très jeune, touché par les injustices sociales. C'est par l'animation des groupes liés à la revue *Esprit* qu'il se forme politiquement. Après un bref passage au sein du Parti Communiste, Dobbeleer rejoint la section belge de la 4^e Internationale dont il devient en 1956 un membre du bureau politique et où il milite toujours actuellement. Si le livre raconte avec beaucoup de détails l'histoire sociale de la Belgique de la Deuxième Guerre mondiale à la fin des années soixante, on regrette qu'il reste fort discret sur le fonctionnement et les décisions prises par le mouvement trotskiste qui, de l'aveu de l'auteur, ne comptait que 62 membres en 1965! Malgré cela, le rôle des membres de la 4^e Internationale ne fut cependant pas négligeable, notamment grâce à la pratique de l'entrisme². C'est sur cet aspect que le livre est le plus intéressant. Si l'auteur insiste sur les quelques succès obtenus, principalement la prise de contrôle de la Jeune Garde socialiste (JGS), il doit bien avouer que l'objectif de la création d'un parti de masse à gauche du Parti socialiste (PS) sera

toujours un échec et fait ce constat «nous nous trouvons aussi face à une classe ouvrière plus solidement attachée que nous ne le pensions au Parti socialiste, avec une fidélité quasiment mécanique, comme elle l'avait été déjà, quarante ans plus tôt quand était né le Parti communiste»³.

C'est justement un ancien trotskiste qui vient de publier une histoire du parti socialiste⁴ d'après-guerre. Ce livre comble enfin un vide même s'il est loin d'atteindre le niveau du classique de Marcel Liebman⁵. Le style de Robert Falony est alerte et ne manque pas de piquant, avec de nombreuses phrases assassines sur le fonctionnement interne et l'absence de pensée de gauche. Un des grands mérites du livre est de ne pas offrir une vision monolithique de l'histoire du PS mais au contraire de

s'attarder sur tous les courants alternatifs qui, même s'ils furent extrêmement minoritaires, n'en ont pas moins été essentiels de *La Gauche à Refondation socialiste* en passant par le Mouvement socialiste pour la paix ou encore *Tribunes socialistes*. Ainsi le tandem Jacques Yerna-Ernest Glinne est fort présent, eux qui «firent entendre la voix de la gauche critique et toujours minoritaire»⁶. La défaite du deuxième lors de l'élection à la présidence du parti est d'ailleurs considérée comme un tournant par Falony qui la juge sans ambiguïté: «Spitaels était en ballottage, et on peut affirmer que si le congrès avait été correctement préparé, si les voix des minoritaires avaient été honnêtement reportées (il y eut de véritables tricheries dans le Hainaut occidental, mais en d'autres régions aussi), il aurait été battu»⁷. Falony aborde

également l'entrisme trotskiste, mais pour le ramener à une proportion plus minime que celle qui peut se dégager de la lecture du livre de Dobbeleer: «Les militants trotskistes avaient rapidement, et ceci était classique, pénétré la structure la plus squelettique du mouvement socialiste, à savoir la JGS»⁸. En plus de baliser l'histoire du PS, le livre apporte donc une série d'éléments critiques bienvenus et étonnants dans un tel ouvrage. Il pose finalement clairement la question de l'avenir de la gauche: «Ces «élections noires» (celles de 1991) inauguraient une ère nouvelle, qui dure toujours: la vague d'extrême droite n'a cessé de s'amplifier depuis. Le vote «anti», à défaut d'une opposition de gauche crédible, anticapitaliste, se porterait désormais, tant en Flandre qu'en Wallonie sur des forces que le grand capital tient en réserve»⁹.

Le réformisme en question

Cette interrogation sur l'évolution de la gauche réformatrice est au centre du dernier essai du directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* Laurent Joffrin¹⁰ (ndlr: devenu depuis Directeur de *Libération*). Dans ce livre, Joffrin prend vigoureusement la défense du réformisme face au discours de la gauche radicale et à l'utopie communiste qu'il dénonce vigoureusement. Via des parcours individuels, il montre combien les idées et les réalisations de la gauche ont dépendu de l'apport de personnes provenant de classes sociales supérieures, de Voltaire à Keynes en passant par Hugo, Zola, Roosevelt, La Fayette... Ainsi: «Dans la corbeille ouvrière, le socialiste bourgeois qu'était Blum laisse en héritage les congés payés, les quarante heures et la dignité enfin conquise par l'avènement d'un gouvernement exprimant les plus humbles. Le communisme prolétarien laisse le goulag»¹¹. Mais cette gauche bourgeoise s'est détachée du reste de la gauche depuis les années nonante lorsqu'elle a vu ses revenus exploser. C'est d'ailleurs la principale contradiction de la thèse de l'auteur qui consacre énormément de place à décrédibiliser le matérialisme au profit de l'idéalisme: «Il faut attendre le siècle des Lumières pour que cette inégalité devienne insupportable: c'est l'idée qui a modifié la situation concrète

aux yeux de ceux qui la vivent et non la situation sociale qui a produit l'idée. Il faut se faire à la constatation que le monde des idées vit de manière autonome et influe de lui-même sur la réalité sociale»¹². Mais qui, lorsqu'il doit expliquer les changements actuels, le fait par des changements dans les conditions socioéconomiques! On relèvera par ailleurs que c'est comme par hasard au lendemain de 1989 que la gauche bourgeoise s'éloigne. Peut-être parce que sa motivation était celle illustrée par Keynes «[...] qui veut à la fois soulager la misère populaire et couper l'herbe sous le pied d'une révolution marxiste dont il n'attend que désastres matériels et humains»¹³. Conquis par le modèle scandinave, Joffrin qui plaide pour un recentrage de la gauche sur une réflexion morale universelle basée sur les valeurs d'Égalité est cependant contraint de conclure en disant: «Héritier du postcommunisme et de Mai 68, nous avons fait progresser la liberté de manière inédite, dans les mœurs comme dans la politique. Mais, sous notre magistère, l'exigence égalitaire a échoué. [...] Il faut retrouver cette idée simple, qui a présidé à la naissance du mouvement socialiste: la liberté ne suffit pas. La philosophie des droits de l'Homme est incomplète si elle oublie l'égalité réelle. La liberté dans l'injustice sociale apparaît comme un remède limité, parfois un simple alibi»¹⁴.

Du constat aux solutions

Aller au-delà d'un constat et rechercher des solutions actuelles aux problèmes de société, c'est ce que l'on retrouve dans deux livres récents. Dans le premier, Grégor Chapelle plaide pour le rassemblement des progressistes afin que la gauche repasse à l'offensive en s'appuyant sur les trois valeurs suivantes: l'Égalité, la Solidarité et la Démocratie¹⁵. Outre une nécessaire prise de conscience de nos petites complicités quotidiennes avec le système¹⁶, il est urgent pour Chapelle «que les progressistes cessent de considérer comme des extrémistes ceux qui posent le constat de l'affrontement en cours entre le capital global et nos démocraties devenues locales [...]». Il est donc nécessaire de bien identifier la distinction entre libéralisme économique et libéralisme politique»¹⁷. Il

prône donc l'investissement dans les placements éthiques et voit dans l'économie sociale et le commerce équitable une stratégie importante. Loin de prôner la révolution, l'auteur voit dans la réappropriation de la démocratie locale et les multiples révolutions au quotidien le moyen le plus efficace pour la gauche de repasser aujourd'hui à l'offensive.

Le second est constitué d'une interview de François Martou par Paul Piret de *La Libre Belgique*¹⁸. Martou y retrace son parcours depuis l'époque où il a milité au sein du MUBEF (Mouvement des étudiants universitaires belges d'expression française) jusqu'à son départ de la présidence du MOC (Mouvement ouvrier chrétien). Sans surprise, c'est l'opinion d'un homme de gauche que l'on découvre, critiquant fortement les dérives libérales et dont le principal adversaire politique reste le Mouvement réformateur (MR). Cette grille d'analyse fait que Martou plaide pour le rassemblement des progressistes dans la continuation d'Objectif 72 et du groupe B-Y (Bastin-Yerna), en en faisant un véritable leitmotiv. Dans ce rassemblement, chacun garderait ses spécificités car, si Martou parle de réseau et non de pilier catholique, il n'en défend pas moins le C du MOC et la présence d'un aumônier en son sein, comme de l'existence du très discret «Groupe de contact des institutions chrétiennes». Au niveau des solutions, Martou s'avère principalement défensif avec des positions très claires sur la défense de la sécurité sociale, mais il soutient également quelques idées comme la liaison des allocations sociales au coût réel de la vie et surtout, comme Grégor Chapelle, fonde beaucoup d'espoir sur l'économie sociale et les placements éthiques.

Mais il est cependant clair pour lui que cela ne peut suffire et qu'il faut un changement profond de la société car: «l'éthique individuelle ne peut pas remplacer les problèmes des rapports sociaux généraux; la somme des vies personnelles fraternelles ne peut changer la nature d'une société matérialiste, nationaliste, conflictuelle. Si les chrétiens, par leur éthique individuelle, avaient pu changer la société, celle-ci serait fraternelle!»¹⁹. Notons en guise de conclusion que «chrétiens» peut ici être sans problème remplacé par «laïques». ▲

⁸ P. 37.

⁹ P. 240. Sur ce constat voir également mon article «Lutter contre les dérives du capitalisme, une solution à l'extrême droite?» in *Espace de Libertés* n°345 de septembre 2006, p.26.

¹⁰ Laurent Joffrin, *Histoire de la gauche caviar*, Paris, Robert Laffont, 2006, 209 p.

¹¹ P. 117.

¹² P. 88.

¹³ P. 96.

¹⁴ P. 204.

¹⁵ Grégor Chapelle, *Chaud devant! Construire une gauche offensive*, Bruxelles, Couleurs livres, 2006, 101 p.

¹⁶ Sur ce thème, on lira avec intérêt Alain Accardo, *Le petit-bourgeois gentilhomme. La moyennisation de la société*, Bruxelles, Labor-Espace de Libertés, 2003.

¹⁷ P. 61.

¹⁸ Paul Piret, François Martou, *Demain il fera jour...*, Bruxelles, Couleur livres, 2006, 143 p.

¹⁹ P. 101.

L'entretien de Jean Sloover avec Serge Meurant et Pierre-Yves Vandeweerd

Le Cycle des Lumières

Seul festival en Communauté française consacré au documentaire de création, la 12^e biennale «Filmer à tout prix» vient de fermer ses portes. Que peut ce cinéma libre et engagé contre la «puanteur du monde»?

Depuis un siècle, critiques et artistes d'avant-garde ont confié à l'art cette mission: prendre la société à partie et éveiller les consciences aliénées en produisant un bondissement salvateur hors de l'ordre établi. Pourtant, «Guernica» de Picasso n'a pas empêché le franquisme... Quant aux récentes tentatives artistiques de résistance au système, certains, comme la philosophe Dominique Baqué¹, en constatent l'échec.

Certes, concède-t-elle, quelques créateurs sauvent l'honneur de l'art politique; encore vigilants, ils conservent une fonction critique. S'agitent par ailleurs des avant-gardes toujours soucieuses de faire de l'esthétique un levier pour infléchir l'ordre des choses. Mais, se désole Baqué, ces desseins louables s'incarnent trop souvent dans des compositions si futiles, indigentes ou contestables qu'elles s'avèrent impuissantes à affronter la «puanteur du monde».

D'où l'idée que l'art politique, exténué, doit passer le témoin à ces autres formes d'expression que sont le document photographique et le documentaire filmique: seul cet art d'entre deux, soutient Baqué, donne encore à penser plus qu'à voir, rendant ainsi, tôt ou tard, action et politique à nouveau possibles... Tout récemment, le festival du «Filmer à tout prix»² a projeté un cycle d'une centaine de documentaires qui sont autant de «regards lucides, souvent aigus, sur la situation du monde et de notre société». Ses organisateurs par-

tageraient-ils la thèse de Dominique Baqué?

Serge Meurant, Pierre-Yves Vandeweerd³, quels ont été les temps forts de «Filmer à tout prix»?

Le festival est le seul en Belgique exclusivement consacré au cinéma documentaire, genre de plus en plus apprécié du public comme des critiques. «Filmer à tout prix» se construit par opposition aux autres manifestations filmiques puisqu'il montre des œuvres qui ne le sont plus nulle part ailleurs. Formant ainsi, par nature, un festival de la découverte, chaque film qu'il donne à voir constitue une surprise. Et, en ce sens, déjà un temps fort...

Il en est d'autres?

Assurément. L'inventivité que le festival met en partage concerne des artistes méconnus, bien sûr, mais aussi des techniques novatrices. Biennale, «Filmer à tout prix» ambitionne aussi de donner, non seulement un aperçu représentatif des documentaires belges produits au cours des deux dernières années, mais également, au travers de débats, de sensibiliser le public et les autorités aux conditions difficiles dans lesquelles ils sont réalisés, à l'heure où, notamment, les télévisions –y compris celles de service public– renoncent à leur fonction de production de cinémas de création. Par ailleurs, il montre, en programmant de nombreux films produits à l'étranger, diverses manières de faire du documentaire.

Plusieurs séances permettent, de même, un dialogue entre réalisateurs, programmeurs et cinéphiles de tous les horizons de manière à confronter leurs expériences pour mieux questionner les rôles que les uns et les autres jouent dans le monde. *Last but not least*, «Filmer à tout prix» accomplit un travail de mémoire en exhumant de grands documentaires –sur le Vietnam, entre autres– oubliés du grand nombre alors qu'ils ont pourtant jalonné l'histoire récente du cinéma engagé et, à ce titre, contribué, souvent à notre insu, à formater l'époque qui est la nôtre et qui nous traverse tous de part en part...

L'humus du quotidien

«Filmer à tout prix»: une entreprise de militance politique?

Une tentative de résistance en tout cas. Le fond de l'air n'est plus rouge: il ne s'agit plus de juxtaposer des œuvres humanistes indexées –chose devenue impensable– sur une misère universelle de classe invitant au combat collectif autour de quelques référents symboliques comme le messianisme prolétarien ou la révolution salvatrice... Mais un autre temps fort de «Filmer à tout prix» est bien sa dimension politique marquée. Le festival 2006 a notamment fait la part belle aux interrogations sur des thématiques cruciales comme le totalitarisme...

Le festival a présenté une centaine de films. Combien en avez-vous

visionné au départ et quels sont les critères qui ont présidé à vos choix?

Pour notre programmation, nous avons vu un millier de films! Ceux que nous avons retenus l'ont d'abord été parce qu'ils constituent d'authentiques œuvres; parce qu'ils témoignent d'une présence singulière et qu'ils forment des ensembles esthétiques organisés de signes propres à l'art cinématographique, mis en forme avec intelligence par des esprits créateurs prometteurs ou de grande qualité. Les productions sélectionnées l'ont ensuite été en raison de leur dimension éthique. «Filmer à tout prix» expose un cinéma des réalités. Ceci signifie qu'il peut tout filmer, tout montrer, mais pas n'importe comment. Le cinéma du réel se doit de respecter les personnages qu'il place devant son objectif: l'autre ne peut être trahi en rien, son humanité doit être laissée intacte. Le cinéaste a, de même, le devoir moral de s'interroger sur le sens de sa démarche. Sur ce qu'il veut dire comme sur les sentiments que son propos devrait évoquer chez celles et ceux qui vont l'écouter.

Le documentaire est habité par un regard très personnel de son auteur. Il ajuste aussi volontiers sa focale sur une histoire qui l'est tout autant. Comment s'arracher à cette double intimité pour faire acte de résistance politique?

Même burinée dans l'humus du quotidien, une trajectoire individuelle, aussi modeste soit-elle, porte bien souvent témoignage de la grande Histoire et, à ce titre, révèle avec un éclat devenu inhabituel bien des dysfonctionnements désormais ignorés de nos sociétés malades, accédant par là à l'universel. Certes, le documentaire filmique ne peut pas, comme tel, modifier le cours de l'Histoire. Mais chacune des œuvres qui le composent influence la perception de notre environnement, questionne nos certitudes et met en mouvement nos façons de penser. Toutes proposent un regard alternatif ou permettent d'entrevoir de l'invisible. Ce faisant, elles nous offrent l'étonnement, l'éveil et la vivacité qui, au principe des attitudes de résistance, nous permettent de continuer à vivre au plus près de nos valeurs sur cette planète abîmée.

Un incoercible besoin de faire

Est-ce une sensibilité similaire qui

guide les cinéastes du documentaire dans le choix de leurs sujets?

Tous les films visionnés ont ceci en commun que leurs réalisateurs y expriment, sur le monde, une interrogation qui leur est spécifique. En raison de la censure et de l'indigence omniprésentes, du fait même du contexte économique et institutionnel difficile où évolue le foisonnant et vivace cinéma des réalités, ce que celui-ci, finalement, traduit d'essentiel est, en d'autres termes, un incoercible besoin de créer. D'agir. Ou, plus exactement encore, de faire: de faire quelque chose pour trouver sa place ici-bas. Au-delà de cette quête commune, bien sûr, les thématiques sont multiples.

La philosophe Dominique Baqué considère que le documentaire filmique se situe aux confins de l'art.

Le discours a besoin de la forme et la forme a besoin du discours. Et si l'art est ce qui fait sens, s'il est ce qui donne à penser, alors le cinéma du réel est bien un art à part entière! Proposer au regard d'autrui, à l'aide d'images et de sons, une approche du monde sans pour autant développer une pensée analytique ou recourir à une démarche rationnelle n'est pas propre au documentaire: l'attitude est la même en peinture ou en sculpture, etc. C'est pourquoi, d'ailleurs, il serait désormais opportun de nous délester de toutes ces catégorisations didactiques au profit d'un décloisonnement général des genres.

Les silences nécessaires

Qu'est-ce qui fait alors la différence entre un reportage journalistique et un documentaire cinématographique?

D'abord la dimension éthique que nous avons évoquée: le second ne manipule jamais le sujet et lui laisse une place sans commune mesure avec celle qu'il occupe dans le reportage qui donne la priorité à l'information et à l'analyse: ici, c'est le discours qui compte plus que le questionnement. Ensuite –principalement sous la pression concurrentielle de la télévision–, le reporter ne dispose plus de la marge de manœuvre dont il disposait jadis pour hiérarchiser les éléments de son travail et pondérer leur importance respective afin de restituer au mieux le sens du thème

traité. Formulée sous forme de clips, l'info, aujourd'hui, bombarde le spectateur d'images insignifiantes qui l'accablent, le transforment en victime et, partant, le rendent impuissant à agir. Troisième différence: les news évoluent dans l'immédiateté des choses sans contexte, ni mise en perspective. À l'heure où –quatrième dissemblance avec le documentaire– la corporation journalistique confond le devoir de s'approcher au plus près de la vérité avec une exigence de transparence totale absolument irréaliste, ce parti pris d'une information «brute de décoffrage» rend le monde dramatiquement illisible.

«On ne peut pas tout montrer et tout dire à tout instant et à tout le monde», soutient Jean Lacouture: «il y a des interdits», de «l'inmontrable» et des «silences nécessaires». La vérité, dit-il, est insaisissable dans sa pureté conceptuelle⁴.

Il y a, de fait, dans le documentaire, beaucoup de cette opacité. Le cinéma du réel peut être parfois un art difficile...

Un art politique peut-il se permettre le luxe de s'enfermer ainsi dans une chapelle?

Dans une société impatiente et superficielle comme l'est devenue la nôtre, ce risque n'est pas nul. Mais si le documentaire ne veut pas perdre son âme, il n'a alors d'autre issue qu'appeler à sa rescousse l'éducation citoyenne en général et les écoles de cinéma en particulier: chaque individu doit affiner son palais, qu'il s'agisse de nourritures ou d'images et de sons... Reste, c'est vrai, l'inconnue majeure: quelle sera la réponse finale du spectateur aux messages que les cinémas des réalités lui envoient? ▲

L'affiche de «Level 5» de Chris Marker (France, 1996).

¹ «Pour un nouvel art politique, De l'art contemporain au documentaire», éditions Flammarion, 319 pages. Dominique Baqué enseigne à l'Université de Paris VIII.

² «Filmer à tout prix» est une initiative du Centre du Cinéma de la Communauté française de Belgique et de l'asbl GSARA.

³ Serge Meurant et Pierre-Yves Vandeweerd ont assuré la direction artistique et de programmation du festival.

⁴ *Éloge du secret*, entretien avec Hugues Lepaige, éditions Labor, collection «Trace», 133 p.

Bozar Expo: 1500 ans d'art indien

Une énergie mythique et érotique

CHRISTIAN JADE

Jusqu'au 28 janvier vous pouvez voir tous les jours¹, au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, une exposition ambitieuse. Avec 200 pièces directement importées pour la plupart des Indes (et non des collections européennes), *Tejas, énergie éternelle*, veut nous faire découvrir quelque 1 500 ans d'art indien. Autre ambition: montrer l'unité ou du moins les filiations étroites entre trois religions majeures, l'hindouisme, le bouddhisme et le jainisme. Une réussite sur le plan esthétique, un peu perturbée par une volonté didactique encyclopédique qui encombre les murs, compensée par un excellent audio-guide.

Comment faire comprendre l'imaginaire, toujours actif, d'un continent multiculturel, à l'origine d'une des civilisations les plus anciennes et les plus fécondes du monde? Comment, avec 200 exemplaires de sculptures souvent impressionnantes, à la fois séduire et expliquer le panthéon de trois religions plus proches de la mythologie, de la philosophie et du culte populaire que de nos religions monothéistes fortement structurées et hiérarchisées? Ce n'était pas simple et pourtant la réalisation finale réussit la synthèse et nous invite à approfondir par la lecture les intuitions semées au cours de l'exposition.

Le rêve de Vishnou

Dès la première salle, on est plongé dans un des mythes fondateurs de l'hindouisme, une de ses «scènes primitives»: on y aperçoit le dieu Vishnou reposant, entre deux créations du monde, sur le corps d'un serpent enroulé, dont les anneaux le maintiennent à la surface des eaux cosmiques. Dans son sommeil mystique, il médite sur le monde à venir, cependant que jaillit de son nombril un lotus qui supporte Brahma, créateur officiel du monde. Le créateur, Brahma, le conservateur, Vishnou, il ne manque plus que le destructeur, Shiva, pour compléter le trio divin qui fait tourner la roue du monde, succession de créations perpétuellement menacées par le désordre. Un monde et des créatures qui meurent pour mieux (ou plus mal) renaître dans des réincarnations successives: ce mythe conditionne tous les autres et explique le fil conducteur de l'exposition. Ces destructions et reconstructions perpétuelles exigent, en effet, une folle énergie, *tejas* en sanskrit, la langue des premiers textes mystiques hindous, les *Véedas*, des non moins célèbres envahisseurs aryens. Une énergie anarchique dont la maîtrise, à l'intérieur de chacun de nous, est le noyau philosophique de trois religions (ou philosophies religieuses), qui se sont opposées et complétées sur le même continent: l'hindouisme, le bouddhisme et le jainisme.

Le lotus et le serpent, de créatifs protecteurs

Le lotus, outre sa haute valeur décorative et ses infinies variations stylis-

tiques, éclaire symboliquement ce long chemin de quinze siècles à travers la statuaire des temples indiens.

Né des eaux primordiales, le lotus est le symbole de la pureté originelle de la création et de l'union entre l'homme et la nature. De même le serpent, pas du tout «démoniaque», comme dans les trois religions dites du «Livre», est un allié de l'homme et des dieux, un porteur de sagesse. Ses métamorphoses, ses changements de peau coïncident avec la croyance en la réincarnation. Non seulement il relie l'eau et la terre mais sa forme phallique en fait un symbole de fertilité et de récoltes abondantes. Un rôle qu'assumera plus tard le dieu Shiva, honoré par les fameuses représentations de *lingas*, phallus géants, qu'on retrouve plus loin dans l'exposition. L'insinuant serpent (*naga*) se retrouvera, si vous observez bien, comme ceinture de Ganesha, le joli dieu à tête d'éléphant, bracelet au bras de Shiva, et, plus souvent encore, sous sa forme majestueuse de cobra, la tête déployée en parapluie protecteur de Bouddha. L'ami serpent est omniprésent dans toutes les salles.

Les avatars de Vishnou

Avant d'affronter Vishnou et ses métamorphoses, un bestiaire fantastique nous en donne un avant-goût. De curieuses créatures hybrides, les makaras, tête de crocodile, trompe d'éléphant, queue de serpent sont censées, avec leur gueule de gargouille, protéger de l'écroulement les bâtiments qu'elles décorent. Le bon peuple y croit encore. De même, pour réussir leurs examens ou signer un

bon contrat avec leur patron, les croyants hindouistes n'hésitent pas à prier Ganesha, ce fils de Shiva à tête d'éléphant, ami fidèle, tout comme les chrétiens prient sainte Rita ou la Vierge Marie ou les superstitieux consultent leur voyante extralucide. Ce rôle utilitaire des dieux, petits ou grands, est de tous les continents.

Mais le dieu le mieux servi par l'exposition, avec une imagerie sculptée éloquente, c'est incontestablement Vishnou (et ses «avatars»), obligé, pour protéger la terre de la destruction, de se transformer en animal (poisson, tortue, sanglier, lion) ou en humain (roi, jeune fille).

Poisson: Vishnou, comme Noé a des problèmes d'inondation. Face au déluge qui menace, il se transforme en poisson géant pour sauver l'Arche où un couple de chaque espèce végétale, animale et humaine doit être sauvé des eaux. Curieux parallèle, n'est-il pas?

Exclusivement hindoue en revanche, la transformation en *tortue*. C'est l'histoire la plus étrange de toute l'expo avec une belle mise en scène: *le barattage de l'océan de lait*. Impossible à narrer dans le détail mais la métaphore cosmique est belle et l'on retrouve le serpent, allié de Vishnou. Il accepte d'être la corde de cette baratte qui doit transformer la mer salée en un divin breuvage... lacté. Dans le combat «wagnérien» entre dieux et démons pour la possession de ce breuvage magique, Vishnou devient une tortue géante qui supporte la chaleur infernale de l'opération mais il devient aussi... une charmante jeune fille qui séduit les démons pour leur voler le lait d'immortalité.

Vishnu en *sanglier* cosmique est un des chefs-d'œuvre iconographiques de l'exposition de Bozar. Après une des nombreuses fins du monde, Vishnou, sanglier géant, pénètre dans les profondeurs des eaux infernales et en ramène la terre qu'il découpe en continents.

Nymphes, mères et/ou guerrières

Dans cette grande avalanche mythologique et divine, l'exposition nous ménage heureusement trois espaces de pur bonheur dédié aux représentations de la femme. Voici d'abord la déesse mère de la fertilité, Bhu,

lumière des êtres humains, la terre tout simplement. Enfin débarrassée de ses menaces cosmiques, elle se contente de vivre avec ses splendides *yaksi*, esprits de la forêt et des fleuves. Elles sont représentées à moitié nues, en jupe légère, taille fine et poitrine aux rondeurs généreuses, dans un triple déhanchement éloquent. Plus loin, une salle plus étroite nous met nez à nez avec une impressionnante série de sept mères, chiffre sacré, homologues féminines des dieux, révérees comme telles. Dans une troisième salle, place à la terrible déesse *Durga*, femme de Shiva, plus dangereuse que tous les dieux et démons réunis. On rejoint ici le thème majeur de l'exposition: l'énergie divine, *tejas*, une énergie née de la colère des dieux contre les démons. On y apprend (on voit plutôt) que l'énergie collective de ces dieux est... une femme, montée sur un lion, s'attaquant au buffle, la monture du démon de la mort. Belle découverte: la partie la plus «énergique» en chacun de nous, homme ou femme, est... féminine, dans la religion hindoue.

Shiva, dieu androgyne

Ce n'est qu'une demi-surprise: on avait déjà entraperçu Vishnou se déguisant en jeune fille pour vaincre les démons. Or voici que Shiva, le dieu de la destruction, souvent représenté par un énorme *linga* (phallus) est clairement androgyne: il est moitié homme, moitié femme. La partie gauche de son corps est féminine, parée de bijoux, la partie droite masculine. Sa représentation la plus célèbre et flamboyante, *Nataraja*, dieu de la danse (visible à la fin de l'exposition) dégage cette impression de grâce féminine même si les attributs, feu dans la main gauche, tambourin dans la main droite, attributs de puissance, sont, en principe masculins. En tout cas le tambourin, qui a engendré les premières impulsions sonores, est le moteur de la création.

Les racines du ciel intérieur

Le lieu le plus magique de cette exposition est consacré à la méditation: il nous propose une série impressionnante de statues de Bouddhas, assis en position lotus, et de Tirthankara (les 24 derniers «sauveurs» de la reli-

gion jainiste), debout, le regard plongé dans l'infini. Face à eux, une seule statue d'un Shiva apaisé, non pas le maître de danse et de l'énergie ou de la destruction mais le dieu du yoga, de la maîtrise intérieure. Après le faste et les grimaces, les luttes titaniques pour la domination du monde, les métamorphoses animales et divines, les débordements d'énergie, voici des représentations de la tendance ascétique de trois religions proches.

Dans ce temple discret, on sent, physiquement, que chacune d'elles tend

Dvarapala Chola, X^e siècle; Inde du Sud (Stone National Museum, New Delhi). Un avatar de Vishnou, le sanglier.

par des voies diverses à la domination de soi plutôt que des autres hommes ou du monde. Le point commun à ces trois philosophies religieuses, en leur point central, est d'échapper à cette énergie divine, objet de l'exposition. Une énergie mortelle qui provoque le cycle fatal des réincarnations dont chacun est si peu maître. Le jainisme, encore plus minoritaire que le bouddhisme aujourd'hui en Inde, est une religion de tolérance et de non-violence qui a fortement influencé Gandhi. Ces statues d'hommes debout, les jainas, à la recherche de leur vérité intérieure, ont le charme discret de l'austérité, alors que les bouddhas détendus nous séduisent par leur maîtrise souriante. Beau contraste face à la profusion baroque de l'énergie hindouiste. ▲

¹ «Tejas, énergie éternelle - 1 500 ans d'art indien», jusqu'au 28 janvier 2007 au Palais des Beaux-Arts (Bozar), Rue Ravenstein 23, 1000 Bruxelles, Info: 02/507.84. 44 - www.bozar.be Ouverture exceptionnelle tous les jours (lundi compris) de 10 à 18h (et le jeudi jusqu'à 21h) en raison d'un retard de quinze jours sur le calendrier initial.

Le sphinx, gardien énigmatique

BEN DURANT

On ne s'étonnera guère d'apprendre que l'ex-libris de Sigmund Freud représentait le sphinx interrogeant Œdipe. Mais si la relation incestueuse entre le héros et sa mère Jocaste nous est bien connue, qui sait que le sphinx grec était en fait une sphinge, fille de la relation incestueuse entre son frère Orthos et sa mère Echidna? Pour tout vous avouer, ce sphinx –sphinge hellénis-

2600 ans avant notre ère, période certes riche d'innovations diverses mais il semblerait que notre sphinx puisse également trouver sa source chez ses voisins orientaux, une région également riche en taureaux ailés à tête humaine.

Si aujourd'hui les chauffeurs de taxi caiotes le surnomment familièrement «Le Père la terreur», les anciens égyptiens l'appelaient avec plus de déférence «Horemakhet», c'est-à-dire «Horus dans l'horizon», ce qui confirme bien sa filiation directe avec le dieu faucon solaire et dont le modèle de Giza possédait vraisemblablement les ailes, depuis disparues à cause de l'érosion éolienne.

Par osmose, il sera également lié au lion. On sait en effet que pour les Égyptiens, ce grand fauve était le gardien redouté du désert, crachant le disque solaire au matin pour mieux le régurgiter à la nuit tombée, de l'autre côté de sa trajectoire.

Grâce à cette lecture, on comprendra mieux l'évolution iconographique complexe de ses avatars puisqu'il lui arrive alors d'abandonner le faciès royal pour adopter le masque du bélier (dromos de Karnak), le profil acéré du faucon (bas-relief de Ramsès II) ou encore le muflé léonin.

Toutes griffes dehors, le sphinx symbolise dorénavant la puissance du pharaon, signifiant clairement à ses ennemis qu'il vaudrait mieux s'abstenir de l'attaquer pour lui préférer la patte de velours. Il sera alors Sekhmet, la lionne impitoyable qui s'abreuve du sang des vaincus, redevenant, une fois la paix revenue, Bastét,

la féline repue et ronronnante de la quiétude retrouvée.

Car le sphinx, quelle que soit son apparence, est avant tout un gardien vigilant. Il veille à la fois sur le temple et sur le palais. Mais de manière plus globale, il est aussi le garant de l'ordre cosmique, ce que les Égyptiens englobaient dans un concept générique appelé la *Maât*.

En Égypte, le sphinx se conjuguera rarement au féminin et tandis qu'il s'enlise peu à peu sous le sable du désert, il faudra attendre son passage dans le bassin méditerranéen, d'abord chez les Phéniciens, les Crétois puis chez les Grecs, les Étrusques et les Romains pour le voir se féminiser. Mais là où il était puissant et redoutable sans abuser de sa force, le voici maintenant vindicatif et cruel, engendrant, via l'épisode d'Œdipe, la légende de dévoreuse d'hommes que l'on connaît désormais.

On se réjouira de cette exposition qui est une première mondiale puisque jamais auparavant une exposition n'avait été entièrement consacrée à ce thème pivot de l'égyptologie.

Professeur d'archéologie à l'ULB, Eugène Warmenbol est le commissaire de cette incontournable manifestation. Il a pour ce faire réuni dans une scénographie intelligente quelque deux cents pièces provenant des plus grands musées internationaux –à l'exception du Musée du Caire (!?)– tels le British Museum de Londres, le Louvre à Paris, le Museo Egizio de Turin, le Staatliche Museen de Berlin ou encore le Metropolitan de New York. ▲

Cinéma - Un entretien avec Thierry Abel

L'Arenberg fait exception culturelle

PROPOS RECUEILLIS PAR VERA KOTAJI

La situation actuelle de l'Arenberg, salle de cinéma d'art et d'essai indépendante située dans les Galeries Saint-Hubert depuis 1987, est bel et bien critique. La survie de ce lieu est menacée: l'Arenberg affiche depuis quelques années un déficit très important. Ce cinéma est pourtant cher au cœur des Bruxellois puisqu'en 2003, 30 000 spectateurs signaient en sa faveur une pétition soutenant une demande de financement public. Inspiré par cette mobilisation, l'Arenberg lance actuellement une offre d'épargne publique à travers la «Société des spectateurs»*, qui invite ces derniers à devenir actionnaires de la société, en souscrivant la somme de cinquante euros. Thierry Abel, directeur de l'Arenberg tient à préciser qu'il ne s'agit «...aucunement de privatiser la culture, c'est au contraire un appel à la société civile!».

Ce lieu revendique en effet le statut d'institution culturelle, au

même titre qu'un musée ou un théâtre subsidié, ce qui implique un investissement majeur et important de l'argent public, qui se révèle ici beaucoup trop faible en l'occur-

rence. C'est pourquoi l'Arenberg cherche à présent, comme l'indique Thierry Abel à «... créer une plateforme plus participative et plus citoyenne, pour que les spectateurs soient dans une relation privilégiée avec un lieu qu'ils aiment et en même temps, pour obtenir leur soutien financier. Nous sommes obligés d'aller chercher ailleurs que dans l'aide publique, insuffisante, un coup de main qui ne peut être que conjoncturel, cela pour nous aider à maintenir notre indépendance et pour continuer à faire entendre notre voix, avec le soutien des gens qui croient en ce que nous faisons».

L'Arenberg est loin de constituer un lieu élitiste renfermé sur lui-même. Par exemple, une très large audience ne manque pas le rendez-vous donné chaque été par le festival *Écran Total*. Même les projections de films d'art de l'*Écran d'art*, pourtant très pointus, connais-



Sphinx léonin d'Amenemhet III, calcaire, (Staaliches Sammlung Ägyptischer Kunst, Munich).

- «Sphinx, Les gardiens de l'Égypte», Espace Culturel ING, place Royale 6, 1000 Bruxelles. Tel: 02/547.22.92. – www.ing.be/art – jusqu'au 25 février 2007.
- «La Caravane du Caire», Salle Saint-Georges – Musée d'Art Wallon, Liège – Tél: 04/221.93.25 – www.lacaravaneucaire.be – jusqu'au 24 décembre 2006.

sent une fois par mois un vif succès. Néanmoins, une fréquentation soutenue tout au long de l'année fait défaut et surtout, dans le cadre actuel de l'exploitation des films, un cinéma comportant uniquement deux salles, comme c'est le cas de l'Arenberg, est devenu économiquement non viable, quelle que soit sa programmation. L'Arenberg est donc obligé d'aller vers davantage de salles pour pouvoir se maintenir et assurer son programme culturel éducatif. Une solution serait d'investir les cinq salles prévues par le complexe Wielemans-Ceuppens qui s'ouvrira prochainement avenue Van Volxem. Mais encore une fois, les moyens de payer le loyer viennent à manquer sans financement public. Cela serait pourtant bien utile dans ce paysage extrêmement défavorable que décrit le directeur de l'Arenberg: «Il y a une érosion générale du public, cela même dans les multiplexes. Aujourd'hui, plus de 50% du chiffre d'affaires d'un distributeur important à Bruxelles proviennent des télévisions, de la vente de DVDs,... etc. La sortie en salles devient une rampe de lancement publicitaire pour d'autres sources de rentabilisation des films. On exerce sur elle une pression économique forte alors que souvent elle ne sert plus que d'alibi pour faire d'autres rentrées. Dans ces conditions, l'Arenberg répond en lançant un concept de centre culturel cinématographique, qui aurait pour vocation d'initier le public au cinéma vu comme un art vivant, opposé à l'industrie cinématographique. En même temps, tout ce travail ne prend son sens qu'accompagné d'une série d'activités d'éducation permanente qui vont d'un axe éducatif en partenariat avec des écoles, jusqu'à des collaborations avec des asbl comme Lire et Écrire pour participer, par le biais du cinéma, à un travail d'alphabétisation sur tout Bruxelles. La culture, comme l'enseignement, fait partie d'un projet d'émancipation: non seulement il s'agit d'un credo personnel, mais aussi, à partir de l'analyse économique, cette idée constitue le seul futur possible pour les salles dites d'art et essai [...].

Les pouvoirs publics ont le droit de nous demander d'évaluer nos succès, mais pas avec le seul baromètre de l'argent et de la rentabilité. On ne le demande ni aux théâtres ni aux musées. L'Arenberg est une institu-

Architecture et trésors du temple

Il y a des signes souvent peu connus qui s'affichent sur des murs ou sur des objets. Il y a des symboles considérés comme secrets et pourtant qui imprègnent notre culture. Ils appartiennent à la symbolique de la franc-maçonnerie qui, chez nous, est restée très longtemps extrêmement discrète. Et pour cause: nombre de francs-maçons ont été persécutés lors de la dernière guerre par les forces de l'extrême droite. Mais aujourd'hui, la franc-maçonnerie entrouvre ses portes, s'exprime parfois, fait visiter ses plus prestigieux temples lors, par exemple, de Journées du patrimoine, et s'expose dans son propre musée à Bruxelles.

Pour qui souhaite découvrir l'architecture des temples et avec elle une partie de l'histoire de la franc-maçonnerie, il y a la passionnante exposition «Architectures maçonniques» qui se tient jusqu'au 1^{er} avril 2007 au Musée d'Architecture-La Loge¹. Un livre, *Architectures maçonniques* vient de sortir et, pour la première fois, détaille ces monuments et leur symbolique en Belgique, en France et Grande-Bretagne ainsi qu'aux États-Unis.

Parallèlement, le Fonds Mercator et le Musée belge de la Franc-maçonnerie viennent d'éditer «Les Trésors du temple» où sont sélectionnées les plus belles pièces du Musée belge de la Franc-maçonnerie². On y retrouve ainsi l'histoire de ce mouvement initiatique en Belgique, grâce aux contributions de plusieurs spécialistes coordonnés par l'historien Jeffrey Tyssens. Le plus passionnant est évidemment de découvrir l'engagement social de la franc-maçonnerie, l'entrée des femmes, le rôle des loges dans la création de l'ULB etc. Mais aussi l'opposition virulente aux francs-maçons...

G. Lefèvre

¹ Rue de l'Ermitage, 86, 1050 Bruxelles. Tél. 02/642 24 62 – www.aam.be. Le livre, édité par les Archives d'Architecture Moderne, coûte 39 €. L'exposition a été évoquée dans *Espace de Libertés* (n°342/mai 2006 - p. 29).

² Le Musée est ouvert le jeudi de 14 h à 17 h (Tél/Fax.: 02/223 06 04), 79 rue de Laeken, 1000 Bruxelles. Le livre coûte 35 € au musée, 45 € en librairie.

tion culturelle de diffusion artistique, qui veut tisser des liens avec tout le réseau socioculturel, parce que cela nous semble correspondre à cette volonté d'émancipation. Il faut que nos lieux soient des lieux d'exception culturelle, c'est-à-dire la traduction juridique et politique de l'idée qu'une série de secteurs doivent être extraits des lois du marché. Si on ne retire pas les cinémas d'art et essai de toutes ces règles du marché, il n'y a pas d'avenir pour la culture en général et pour nous en particulier».

Contraint de revoir son mode de fonctionnement pour une question de survie, le cinéma Arenberg affiche plus que jamais son ambition de créer une nouvelle relation au spectateur, à contre-courant de l'exigence de rentabilité. Mais aussi, ce combat âprement mené par cette société anonyme qui, précisons-le, emploie tout de même dix-sept salariés, pose avec vigueur la question de l'aide publique à la culture. Car après tout, si la culture coûte cher, c'est peut-être tout simplement parce qu'elle vaut quelque chose. ▲

Notes de lecture...

...et idées de cadeaux sur le thème de l'art! Gita Brys-Chatan a, avec Christian Carez, pris le parti de visiter des «Ateliers d'artistes», là

ductions! Ne fallait-il pas laisser leur chance à d'autres, moins connus?

M. Palmer, J. De Geest, A.-M. Poels, K. Van Cauteren et B. Janssen. Racine-49,95 €.

Deux en un

Les éditions Racine et Lannoo proposent une nouvelle édition en un volume de deux best-sellers sur l'art nouveau, l'art déco et le modernisme en Belgique.

Art Nouveau-Art Déco et Modernisme comprend ainsi des textes entièrement actualisés et de nouvelles photographies (400 pages et 400 illustrations), constituant une référence pour un patrimoine architectural dont peut s'enorgueillir notre pays.

F. Aubry, J. Vandenbreeden, F. Vanlaethem- Racine- 59,95 €.

niste (Flouquet, Maes, Baugniet), surréaliste (Delvaux, Magritte, Lacomblez), construite (Delahaut, Horvath, Lewy, Peire, Rets, Swimberghe, Van Severen), abstraite lyrique (Bertrand, Bonnet, Van Lint, Quinet, Milo, Mortier, Lismonde), Cobra (Alechinsky, Calonne, Cox, Dotremont, Vandercam), fantastique (De Taeye, Dubit, Kengen), réaliste (Somville, Dubrunfaut), hyperréaliste (Dufloor), figurative (De Man, Grosjean, Lahaut, Wéry) ou matiériste (Bogart, Dubail, Panier, Thienpont). S'il apprécie également la gravure (Dewint, Massart, Pasternak), en revanche, il a boudé le collage, la photographie ne le concerne pas du tout. Et en troisième dimension, il n'apprécie pas plus les objets de Mariën que les céramiques de Caille ou les casseroles de moules de Broodthaers. On trouve pourtant ici et là quelques témoignages sculpturaux comme les reliefs de Decock, les intailles de Delbrassinne et les bois sculptés de Willequet.

Cet ouvrage imposant est avant tout un magnifique livre d'images mais qui peut aussi se targuer d'être une vision panoramique personnelle sur l'art pictural belge du siècle précédent. Cette collection qui réunit 200 artistes et quelque 2000 œuvres est aujourd'hui déposées au Musée de Louvain-la-Neuve, dont on attend –bientôt?– le nouvel espace muséal conçu par l'architecte Samyn.

Ben Durant

Serge Goyens de Heusch, *Art belge au XX^e siècle*, Racine, Bruxelles. Un ouvrage de 536 pages au format 24,5 x 33 cm avec 1300 illustrations en couleur et en noir et blanc (49,95 €).

où s'épanouit la créativité. On découvre ainsi la part d'intimité de quarante plasticiens, dans des ateliers très différents, avatars de jardins extraordinaires. Chaque séquence, artiste par artiste, lie l'espace à l'œuvre. Ordre, désordre – parfois organisé, vide, silence, foisonnement, les lieux de travail comme refuges, mais aussi théâtres de la création.

Racine, 96 p., 29,95 €.

500 chefs-d'œuvre de l'art belge - Du XV^e siècle à nos jours

Ces chefs-d'œuvre ont été créés par des artistes qui ont habité ou travaillé relativement longtemps en Belgique, de Van Eyck à aujourd'hui, et se trouvent sur le territoire belge, dans des collections particulières ou publiques. C'est en

quelque sorte une clé d'accès à l'art belge. Chaque artiste est présenté par une notice informative, une courte biographie et par la reproduction d'une de ses œuvres. Certains pourtant

ont plus de chance que d'autres puisqu'ils ont jusqu'à trois repro-

Art belge au XX^e siècle

Tout réside dans l'élimination du L apostrophe. Il s'agit bien d'un livre parlant d'art belge, mais pas de l'art belge même si dans le prologue, son auteur, Serge Goyens de Heusch, en dresse un panorama exhaustif où l'on termine notre histoire nationale avec Panamarenko, Luc Tuymans et Marie-Jo Lafontaine. Mais lorsque l'on passe à la collection amassée sur une trentaine d'années, on surfe beaucoup plus volontiers sur la seconde moitié du XX^e siècle. Serge Goyens de Heusch (ex-galeriste et docteur en histoire de l'art) est avant tout un amoureux de peinture. Il l'aime passionnément et quasiment à toutes les sauces, qu'elle soit fauve (Maertens, Guillaïn, Schirren), expressionniste (Brusselmans), animiste (Van Overstraeten), moder-

* Pour de plus amples informations, nous vous invitons à consulter le site <http://www.arenberg.be>.